

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger	50 fr.	30 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Cheque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 15 décembre — Décret relatif au fonctionnement des transmissions radioélectriques en cas de mobilisation, de tension politique ou de proclamation de l'état de siège sans conflit extérieur. (Arrêté de promulgation n° 560 D. N. du 27 août 1939). 388

1939

- 28 avril — Décret réglementant le service de la correspondance télégraphique en temps de guerre. (Arrêté de promulgation n° 558 D. N. du 27 août 1939). 390
- 28 avril — Décret réglementant le service de la correspondance téléphonique en temps de guerre. (Arrêté de promulgation n° 559 D. N. du 27 août 1939). 392
- 15 mai — Décret concernant les affectations spéciales en cas de mobilisation. (Arrêté de promulgation n° 440 du 26 août 1939). 394
- 28 juillet — Décret portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 451 du 29 août 1939). 394
- 29 juillet — Décrets relatifs 1° — au contrôle de la presse étrangère dans les colonies relevant du ministère des colonies; 2° — au contrôle de la presse indigène dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat, dépendant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation n° 450 du 29 août 1939). 398

- 21 août — Décret déclarant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 sur la répression des propagandes étrangères. (Arrêté de promulgation n° 456 du 31 août 1939). 400
- 24 — 27 août — Décrets relatifs au contrôle de la presse et des publications. (Arrêté de promulgation n° 455 du 31 août 1939). 400

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 30 juin — N° 348 bis — Arrêté portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1938 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. 402
- 30 juin — N° 348 ter — Arrêté portant annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1938, restés sans emploi au 31 mai 1939. 402
- 16 août — N° 427 — Arrêté fixant à titre provisoire l'emplacement et les limites d'un parc national pour la protection de la faune. 402
- 16 août — N° 567 — Décision portant constitution dans le territoire du Togo d'un comité pour la protection de la faune et de la flore. 403
- 17 août — N° 428 — Arrêté complétant l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 sur le régime pénitentiaire. 403
- 17 août — N° 429 — Arrêté créant le camp pénitentiaire de Bagbé (cercle de Lomé). 403
- 23 août — N° 433 — Arrêté portant extension du service N. L. T. 404
- 24 août — N° 434 — Arrêté modifiant les articles 7, 8 et 9 de l'arrêté du 15 novembre 1928 portant application

	des décrets du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie et le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo.	404
25 août	— N° 521 D. N. — Arrêté relatif à la déclaration des stocks de combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs et au transport des mêmes produits.	406
26 août	— N° 541 D. N. — Arrêté portant création d'un service annexe dénommé « service des transports du Togo ».	407
26 août	— N° 548 D. N. — Arrêté portant organisation des commissions de contrôle de la correspondance postale et télégraphique.	407
26 août	— N° 744 B. M. — Circulaire concernant les engagements d'indigènes du Togo dans l'armée française.	408
26 août	— N° 439 — Arrêté créant deux camps pénitentiaires dans le cercle d'Aného.	408
26 août	— N° 444 — Arrêté créant dans le territoire du Togo un service des échanges commerciaux.	408
27 août	— N° 565 D. N. — Arrêté créant dans le territoire du Togo un service annexe du ravitaillement.	409
27 août	— N° 566 D. N. — Arrêté désignant des membres de la commission consultative du ravitaillement.	409
27 août	— N° 567 D. N. — Arrêté créant une annexe du service du ravitaillement.	409
27 août	— N° 445 — Arrêté confiant au capitaine d'infanterie coloniale, chef du bureau militaire, l'examen de toutes les questions relatives à l'aéronautique.	410
28 août	— N° 580 D. N. — Arrêté concernant la réglementation de l'éclairage privé et l'extinction des lumières en temps de guerre.	410
30 août	— N° 454 — Arrêté tendant à réglementer l'usage et le retrait des postes de T. S. F. de transmission et de réception.	411
	Nominations, mutations, etc... concernant le personnel.	411
	Divers	412

Textes publiés à titre d'information :

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

27 juin	— Circulaire ministérielle n° 935 I/D. S. M. relative aux autorisations accordées à certaines associations de recevoir parmi leurs membres des militaires en activité de service.	414
---------	---	-----

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

1er août	— Note de service adressée au chef du service de l'agriculture au sujet du plan de campagne agricole 1940-1941.	415
----------	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Domaines	416
B. A. O.	416

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Contrôle des transmissions radioélectriques en temps de guerre

ARRETE N° 560 D. N. promulguant au Togo le décret du 15 décembre 1938 relatif au fonctionnement des transmissions radioélectriques en cas de mobilisation, de tension politique ou de proclamation de l'état de siège sans conflit extérieur.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les instructions ministérielles;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo sous mandat français le décret du 15 décembre 1938 réglementant le fonctionnement de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie.

ART. 2. — Est applicable, pour compter du 27 août 1939, l'instruction locale n° 144/Mob. du 22 mars 1939 portant adaptation du décret susvisé.

ART. 3. — Le commandant militaire, le chef du service des communications et transmissions, le chef du service des transports, les commandants de cercle, le chef du service des douanes et le directeur de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNE.

(Le décret du 15 décembre 1938 susvisé est une instruction type d'après laquelle l'instruction locale n° 144 Mob. du 22/3/1939 ci-après a été établie)

INSTRUCTION LOCALE n° 144 Mob. du 22 mars 1939 réglementant la radiotélégraphie en cas de tension extérieure, mobilisation ou état de siège sans conflit extérieur.

TITRE PREMIER

EXPLOITATION DES POSTES RADIOÉLECTRIQUES

ARTICLE PREMIER. — A partir du 27 août 1939 (tension extérieure, mobilisation ou état de siège sans conflit extérieur) les dispositions ci-après sont applicables en matière de transmissions radioélectriques dans le territoire du Togo sous le mandat de la France.

ART. 2. — Tous les postes radioélectriques d'émission qui ne correspondent pas à des besoins d'intérêt national sont supprimés.

L'exploitation des postes émetteurs maintenus est assurée par le service des postes et télégraphes du Togo (section radioélectrique).

ART. 3. — Les postes privés radioélectriques de réception sont laissés en principe à la disposition de leurs détenteurs dans les mêmes conditions qu'en temps de paix.

L'autorité militaire ou administrative a le pouvoir de saisir tout poste récepteur privé qu'elle jugera utile de supprimer dans l'intérêt de la défense nationale.

Tout détenteur d'un poste privé radioélectrique de réception qui n'a pas encore souscrit la déclaration exigée par l'administration des P. T. T., devra le faire dans un délai de 48 heures à dater de la promulgation de la présente instruction.

ART. 4. — Les postes privés émetteurs et émetteurs récepteurs passant au service de l'administration des P. T. T. du Togo sont réquisitionnés. Le matériel des postes radioélectriques supprimés est signalé par la voie de l'autorité municipale pour Lomé ou par les chefs des circonscriptions administratives à l'autorité militaire, maritime ou administrative qualifiée qui le fait enlever, garder ou mettre sous scellés.

ART. 5. — Dans les ports, les antennes et cadres des postes de bâtiments de commerce doivent être déconnectés des appareils. Si l'autorité militaire, maritime ou le chef de la colonie en donne l'ordre, les antennes sont amenées et les scellés sont posés sur les postes.

Aucune opération d'entretien et de réparation ne peut être faite sans l'approbation du Commissaire de la République.

Le capitaine est responsable de l'exécution des ordres qu'il reçoit à ce sujet du chef de la colonie.

ART. 6. — Dans les eaux territoriales togolaises, dans certaines zones du front de mer qui seront déterminées par le ministre des colonies ou le Commissaire de la République s'il y a lieu, les émissions radioélectriques sont interdites sauf aux navires de guerre. Toutefois, l'émission des signaux de détresse et des signaux strictement indispensables à la sécurité de la navigation est autorisée pour tous les navires.

ART. 7. — En dehors des eaux territoriales, les émissions des stations mobiles (aéronefs ou navires) sont limitées aux télégrammes suivants empruntant tout ou partie de la voie radioélectrique :

1^o — Télégrammes émis pour le service du gouvernement français ou pour le service des gouvernements des colonies, pays de protectorat ou sous mandat français ;

2^o — Télégrammes émis pour le service des gouvernements alliés ;

3^o — Télégrammes émis pour le service des gouvernements neutres ;

4^o — Télégrammes de service adressés aux capitaines des bâtiments de commerce dans les conditions fixées par le ministre de la marine ;

5^o — Télégrammes de service émis par les bâtiments de commerce dans les conditions et les zones fixées, d'après les circonstances, par le ministre de la marine ;

6^o — Renseignements concernant la sécurité des navires ou des aéronaves ;

7^o — Renseignements concernant l'ennemi.

Les télégrammes entrant dans les catégories 3 et 4 doivent être rédigés en langage clair et comporter une adresse et une signature complète. Ils seront soumis au contrôle prévu à l'article 13.

ART. 8. — Au-dessus du territoire togolais et dans les eaux visées à l'article 6, les aéronaves non militaires ne peuvent transmettre que des télégrammes relatifs à la sécurité de l'aéronef et, éventuellement, des renseignements concernant l'ennemi.

TITRE II

CORRESPONDANCES RADIOÉLECTRIQUES PRIVÉES

ART. 9. — Le service de la correspondance radiotéléphonique privée est suspendu.

ART. 10. — Sous réserve des mesures de contrôle définies ci-après, le service de la correspondance radiotélégraphique privée est maintenu sauf avec les pays ennemis et à l'exclusion des voies qui comportent l'emploi des lignes ou stations radioélectriques situées en pays ennemis.

ART. 11. — La faculté pour les gouvernements étrangers de correspondre en langage chiffré ou convenu, par les voies radioélectriques françaises, avec leurs représentants accrédités auprès des gouvernements français et réciproquement, pourra être suspendue par arrêté du Commissaire de la République pris d'accord avec le ministre des colonies s'il y a lieu.

ART. 12. — L'emploi du langage chiffré et du langage convenu est interdit pour tous les radiotélégrammes privés, qu'ils soient à destination de l'intérieur ou de l'étranger.

L'emploi des langues étrangères est interdit pour les communications empruntant la voie radioélectrique à destination de l'intérieur ou d'une colonie française.

Le Commissaire de la République fixe les langues admises pour la correspondance avec l'étranger sur la proposition de la commission de contrôle télégraphique.

ART. 13. — Les télégrammes privés doivent, avant leur dépôt aux bureaux des postes et télégraphes en vue de leur expédition, être soumis au visa du commissaire de police du lieu d'origine ou à défaut, au visa du chef de la circonscription administrative.

Les radiotélégrammes transmis par un bureau de poste radioélectrique de Lomé doivent, avant expédition, être revêtus par les soins de l'administration des P. T. T. du visa de la commission de contrôle postal, télégraphique et radiotélégraphique siégeant à Lomé.

Les radiotélégrammes internationaux doivent, à l'arrivée, avant d'être remis aux destinataires, recevoir les mêmes visas.

ART. 14. — Le Commissaire de la République détermine par arrêté la composition de la commission de contrôle.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 15. — Le maintien des postes radioélectriques non autorisés, l'établissement de postes radioélectriques frauduleux, l'usage de ces postes, la communication à des tiers de renseignements reçus ou transmis par radiotélégraphie ou radiotéléphonie intéressant la défense nationale ou la sûreté de l'Etat, exposeront les délinquants à la saisie des appareils, sans préjudice des peines respectives applicables à ces frais au titre des articles 1 et 2 du décret-loi du 27 décembre 1851 des articles du code pénal visant la corres-

pondance avec l'ennemi, et de la loi du 26 janvier 1934, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 tendant à établir des pénalités contre l'espionnage. (J. O. Togo du 1^{er} septembre 1938, page 542. Arrêté de promulgation n° 507 du 31 août 1938).

ART. 16. — Le Commissaire de la République est chargé d'exercer tel contrôle qu'il jugera utile pour la recherche des infractions à la présente instruction. Sur le territoire du Togo, l'organisation d'ensemble du contrôle et de la centralisation des résultats est fixée par le Commissaire de la République après accord avec le président de la commission de contrôle.

ART. 17. — Sont applicables aux faits visés par la présente instruction, les dispositions du titre V du décret-loi du 27 décembre 1851.

Tout représentant du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air ou des colonies est également qualifié pour dresser les procès-verbaux prévus à l'article 10 du décret-loi précité.

Dans le même cas, le département des colonies peut également prendre les mesures provisoires prévues à l'article 12 du décret-loi du 27 décembre 1851 qui seront jugées immédiatement nécessaires.

Les procès-verbaux dressés par les officiers des armées de terre, de mer ou de l'air ne sont pas soumis à l'affirmation, ils font foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 18. — Le commandant militaire, le chef des communications et transmissions, les chefs des transports, les commandants de cercle et le directeur de la police, le chef du service des douanes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente instruction.

ART. 19. — Toutes mesures antérieures contraires aux dispositions de la présente instruction sont abrogées.

GRADASSI.

Contrôle des correspondances télégraphiques et téléphoniques en temps de guerre.

ARRETE N° 558 D. N. promulguant au Togo le décret du 28 avril 1939 réglementant le service de la correspondance télégraphique en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les instructions en vigueur;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France et applicable à compter de ce jour 27 août 1939, le décret du 28 avril 1939 réglementant le service de la correspondance télégraphique en temps de guerre.

ART. 2. — Les langues étrangères admises pour la correspondance avec l'étranger sont l'anglais, . . .

ART. 3. — Les dispositions intéressant le public seront portées à sa connaissance, et conformément à l'article 9 du décret précité, par les soins du chef du service des P. T. T.

ART. 4. — Le contrôle des correspondances télégraphiques entre en vigueur. Il fait l'objet d'instructions spéciales.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires aux prescriptions du décret du 28 avril 1939 et du présent arrêté sont abrogées.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres de la marine, de l'air, des postes, télégraphes et téléphones, des affaires étrangères, de l'intérieur et des colonies;

Vu l'article 4 de la loi du 29 novembre 1850, ainsi conçu : « La correspondance télégraphique privée peut être suspendue par le gouvernement, soit sur une ou plusieurs lignes séparément, soit sur toutes les lignes à la fois. »

Vu la loi du 9 décembre 1875, portant approbation de la convention internationale conclue à Saint-Petersbourg, le 10/22 juillet 1875, et notamment l'article 8 de la dite convention ainsi conçu :

« Chaque gouvernement se réserve la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres gouvernements contractants. »

Vu la convention postale et télégraphique du 20 mars 1888 et la convention annexe du 25 novembre 1891 conclues entre le Président de la République Française et S. A. le Bey de Tunis;

Vu les articles 27 de la loi du 24 juillet 1877, 20 et 21 de la loi du 13 mars 1875;

Vu la loi du 26 janvier 1934, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 concernant l'espionnage;

Vu l'article 1 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938, ainsi qu'en cas d'état de siège sans conflit extérieur, les dispositions ci-après sont applicables sur ordre du gouvernement, en matière de communications télégraphiques, en France, en Algérie, aux colonies, pays de protectorat ou sous mandat.

TITRE PREMIER

CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE OFFICIELLE

ART. 2. — Les télégrammes officiels sont transmis suivant un ordre de priorité fixé par une instruction interministérielle.

ART. 3. — La faculté pour les gouvernements étrangers de correspondre en langage convenu ou chiffré, avec leurs représentants accrédités auprès du gouvernement français et réciproquement pourra également être suspendue par arrêté du ministre des affaires étrangères, en accord avec le ministre chargé des transmissions et le ministre des colonies, s'il y a lieu.

TITRE II

CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE PRIVÉE

ART. 4. — Sous réserve des mesures de contrôle définies ci-après, le service de la correspondance télégraphique privée est maintenu sauf avec les pays ennemis et à l'exclusion des voies qui comportent l'emploi des lignes situées en pays ennemi.

ART. 5. — L'emploi du langage chiffré et du langage convenu est interdit pour tous les télégrammes privés qu'ils soient à destination de l'intérieur ou de l'étranger.

L'emploi des langues étrangères est interdit pour les télégrammes à destination de l'intérieur, d'une colonie, d'un protectorat ou d'un territoire sous mandat.

Le ministre des transmissions fixe les langues étrangères admises pour la correspondance avec l'étranger sur proposition du comité général des transmissions de la défense nationale.

ART. 6. — Les télégrammes internationaux privés doivent, au départ, avant leur dépôt aux bureaux télégraphiques, être soumis au visa du commissaire de police du lieu d'origine ou à défaut, au visa du maire de la localité d'origine.

Toutefois, les télégrammes de presse déposés par les journalistes dûment accrédités, et sur présentation de leur carte spéciale de presse ne sont pas soumis au visa prévu au précédent alinéa.

Après leur dépôt au guichet et avant expédition, ces télégrammes doivent être revêtus du visa d'une commission de contrôle des correspondances télégraphiques; ces commissions fonctionnent dans les conditions prévues par une instruction interministérielle relative à l'organisation du contrôle de la correspondance télégraphique.

Les télégrammes internationaux doivent, à l'arrivée, avant d'être remis aux destinataires, recevoir les mêmes visas.

ART. 7. — Au départ, les télégrammes privés du régime intérieur, sont soumis au visa du commissaire de police (ou à défaut du maire) de la localité d'origine.

A l'arrivée, les mêmes télégrammes sont soumis au visa du commissaire de police (ou à défaut du maire) du lieu de destination. Ces mesures sont applicables dans les départements suivants :

Nord, Aisne, Ardennes, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Ain, Haute-Savoie, Isère, Savoie, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Corse, Var, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes, Gironde, Charente-Inférieure, Vendée, Loire-Inférieure, Morbihan, Finistère, Côte-du-Nord, Ile-et-Vilaine, Manche, Calvados, Eure, Seine-Inférieure, Somme, Pas-de-Calais, Alger, Oran, Constantine.

Ces visas sont également obligatoires dans tous les départements de la métropole et de l'Algérie pour tous les télégrammes originaux ou à destination d'une colonie, d'un protectorat ou d'un territoire sous mandat.

La liste des départements soumis à ce contrôle local peut être modifiée par arrêté du ministre de la guerre ou de la marine et du ministre chargé des transmissions.

ART. 8. Les ministres des colonies, de l'intérieur et des affaires étrangères déterminent dans les territoires relevant de leur département, les autorités qualifiées pour procéder à la formalité du visa.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 9. — Celles des dispositions ci-dessus qui intéressent le public sont portées à sa connaissance par des affiches apposées à l'entrée des bureaux télégraphiques.

ART. 10. — La non application des dispositions ci-dessus exposera les délinquants aux peines applicables au titre des articles du code pénal visant la correspondance avec l'ennemi, et de la loi du 26 janvier 1934, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 tendant à établir des pénalités contre l'espionnage.

ART. 11. — L'autorité militaire dans la zone des armées et de l'intérieur, l'autorité maritime dans les arrondissements maritimes et dans les eaux territoriales, les gouverneurs ou résidents dans les colonies ou les pays de protectorat et les Commissaires de la République dans les territoires sous mandat sont chargés d'exercer tel contrôle qu'ils jugeront utile pour la recherche des infractions au présent décret. Sur le territoire national, l'organisation d'ensemble du contrôle et de la centralisation des résultats est fixée par le ministre de la guerre après accord avec les ministres intéressés.

ART. 12. — Sont applicables aux faits visés par le présent décret, les dispositions du titre V du décret-loi du 27 décembre 1851.

Tout représentant nommément désigné par les ministres de la guerre, de la marine, de l'air ou des colonies est également qualifié pour dresser les procès-verbaux prévus à l'article 10 du décret-loi précité.

Dans le même cas, les départements de la guerre, de la marine, de l'air ou des colonies peuvent également prendre les mesures provisoires prévues à l'article 12 du décret-loi du 27 décembre 1851 qui seront jugées immédiatement nécessaires.

Les procès-verbaux dressés par les officiers des armées de terre, de mer ou de l'air ne sont pas soumis à l'affirmation, ils font foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 13. — Dans les territoires d'outre-mer relevant des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères et des colonies, le contrôle des correspondances télégraphiques est assuré sous l'autorité des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents généraux, hauts-commissaires et commissaires de la République conformément aux directives de ces ministères.

Ces directives, prenant pour base les instructions métropolitaines, apportent à celles-ci les adaptations justifiées par l'organisation et la situation particulière des territoires.

ART. 14. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, les ministres de la marine, de l'air, des postes, télégraphes et téléphones, des affaires étrangères, de l'intérieur, des colonies, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

ART. 15. — Toutes mesures antérieures contraires aux dispositions du présent décret sont abrogées.

Fait à Paris, le 28 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de la marine,
CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE

*Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,*
Jules JULIEN.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ARRETE N° 559 D. N. promulguant au Togo le décret du 28 avril 1939 réglementant le service de la correspondance téléphonique en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les instructions en vigueur;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France et applicable à compter de ce jour 27 août 1939, le décret du 28 avril 1939 réglementant le service de la correspondance téléphonique en temps de guerre.

ART. 2. — Les autorités civiles et militaires autorisées à faire usage du téléphone font l'objet des tableaux joints à l'instruction R. Ph. n° 389/Mob. du 27 septembre 1938.

ART. 3. — Les cartes d'identité autorisant les personnes en déplacement à faire usage du téléphone seront délivrées par le Commissaire de la République.

ART. 4. — Le contrôle des communications téléphoniques entre en vigueur. Il fait l'objet d'instructions spéciales.

ART. 5. — Les dispositions de l'instruction locale R. Ph. n° 389/Mob. restent valables.

ART. 6. — Toutes dispositions contraires au décret du 28 avril 1939 et à l'instruction locale R. Ph. n° 389/Mob. sont abrogées.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres de la marine, de l'air, des postes, télégraphes et téléphones, des affaires étrangères, de l'intérieur et des colonies;

Vu le décret-loi du 27 décembre 1851 relatif à l'établissement et à l'usage des lignes de télégraphie;

Vu les lois du 19 mars 1892 et les lois postérieures portant approbations des conventions ou déclarations relatives au service de la correspondance téléphonique internationale, conventions ou déclarations dont un article est ainsi conçu :

« Chacune des 2 parties contractantes se réserve le droit de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique pour une raison d'ordre public, sans être tenue à aucune indemnité »;

Vu la loi du 26 janvier 1934, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 concernant l'espionnage;

Vu l'article 1 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938, ainsi qu'en cas d'état de siège sans conflit extérieur, les dispositions ci-après sont applicables sur ordre du gouvernement, en matière de communications téléphoniques, en France, en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat ou sous mandat.

TITRE PREMIER

CORRESPONDANCE TÉLÉPHONIQUE OFFICIELLE

ART. 2. — Les administrations publiques ainsi que les autorités officielles, civiles ou militaires conservent l'usage de la correspondance téléphonique dans tout le territoire.

Toutefois, les communications officielles interurbaines sont établies suivant un ordre de priorité fixé par une instruction interministérielle.

ART. 3. — Peuvent être considérées comme officielles, les communications demandées à partir des cabines téléphoniques publiques des postes, télégraphes et téléphones par les officiers et fonctionnaires au cours d'un déplacement dans l'exercice de leurs fonctions. Ces officiers et fonctionnaires sont dans ce cas titulaires d'une carte d'identité spéciale et bénéficient de la priorité des communications qui correspond à leur fonction.

TITRE II

CORRESPONDANCE TÉLÉPHONIQUE PRIVÉE

ART. 4. — Sur toute l'étendue du territoire, sous réserve des restrictions prévues aux articles 5, 6 et 7, le service de la correspondance téléphonique privée reste autorisé exclusivement à partir des postes d'abonnés non accessibles au public et, sur justification d'identité, à partir des cabines téléphoniques publiques manuelles, placées sous la dépendance et le contrôle d'un agent des P. T. T. ou d'une gérante de cabine agréée par l'administration des P. T. T.

Toutes les autres cabines téléphoniques publiques sont fermées; les postes munis d'un appareil encaisseur, les appareils téléphoniques mis à la disposition du public dans les cafés, restaurants, débits de tabac etc... sont supprimés.

Tout détenteur d'un appareil téléphonique est responsable de toutes les communications transmises par cet appareil.

ART. 5. — Les communications téléphoniques privées sont suspendues sur toutes les lignes internationales.

ART. 6. — Dans la zone des armées et dans les départements frontières ou côtiers, les communications téléphoniques privées interurbaines ne sont éventuellement autorisées qu'entre postes situés dans le même département.

Dans ces départements, l'autorité militaire ou maritime selon le cas est habilitée à prendre toutes mesures de restrictions de la correspondance téléphonique nécessaires à la protection des opérations.

Les mêmes mesures seraient prises dans tous les départements ou sans conflit extérieur l'état de siège serait déclaré.

ART. 7. — Dans les départements non visés à l'article 6, le service de la correspondance téléphonique privée reste autorisé à l'intérieur d'une zone comprenant exclusivement le département d'où la communication émane et les départements limitrophes à l'exception des départements frontières ou côtiers, des départements compris dans la zone des armées et, éventuellement, des départements ou l'état de siège serait déclaré sans conflit extérieur.

ART. 8. — Les personnalités ou organismes privés dont le rôle est prédominant dans l'économie du pays ou dont les fonctions particulières intéressent la défense nationale, peuvent être autorisés à demander des communications interurbaines entre postes situés sur tout ou partie du territoire.

La priorité de ces communications interurbaines privées est également fixée par instruction interministérielle.

La liste de ces personnalités ou organismes privés est établie dès le temps de paix par l'autorité militaire régionale en accord avec l'autorité préfectorale et le cas échéant avec l'autorité maritime ou aérienne.

Ces listes sont adressées aux directeurs régionaux et départementaux des P. T. T. intéressés.

ART. 9. — Dans les cas exceptionnels, certaines personnalités privées, au cours d'un déplacement dans l'exercice de leur profession, peuvent être autorisées par les autorités civiles ou militaires régionales, à obtenir des communications interurbaines à partir des cabines téléphoniques publiques des bureaux des P. T. T.

Ces personnes sont dans ce cas titulaires d'une carte d'identité spéciale et bénéficient de la priorité des communications prévues pour les personnalités privées.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 10. — Les conversations doivent obligatoirement s'échanger en langue française. L'emploi de langues étrangères et du langage convenu est interdit.

Dans certains pays coloniaux des conversations en langue indigène peuvent être admises au même titre que les conversations en langue française.

Les conversations téléphoniques sont soumises à un contrôle militaire.

ART. 11. — Celles des dispositions ci-dessus qui intéressent le public sont portées à sa connaissance par des affiches apposées à l'entrée des bureaux de poste et éventuellement par le moyen de la radiodiffusion.

ART. 12. — La non application par des abonnés privés des dispositions ci-dessus exposera les délinquants à la suppression définitive ou temporaire de

leurs lignes d'abonnement, sans préjudice des peines respectives applicables à ces faits au titre des articles 1 et 2 du décret-loi du 27 décembre 1851, des articles du code pénal visant la correspondance avec l'ennemi et de la loi du 26 janvier 1934, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 tendant à établir des pénalités contre l'espionnage.

ART. 13. — L'autorité militaire dans la zone des armées et de l'intérieur, l'autorité maritime dans les arrondissements maritimes, les gouverneurs ou résidents dans les colonies ou les pays de protectorat ou sous mandat sont chargés d'exercer tel contrôle qu'ils jugeront utile pour la recherche des infractions au présent décret. Sur le territoire, national, l'organisation d'ensemble du contrôle et de la centralisation des résultats est fixée par le ministre de la guerre en accord avec les ministres intéressés.

ART. 14. — Sont applicables aux faits visés par le présent décret, les dispositions du titre V du décret-loi du 27 décembre 1851.

Tout représentant nommé par les ministres de la guerre, de la marine, de l'air ou des colonies est également qualifié pour dresser les procès-verbaux prévus à l'article 10 du décret-loi précité.

Dans le même cas, les départements de la guerre, de la marine, de l'air ou des colonies peuvent également prendre les mesures provisoires prévues à l'article 12 du décret-loi du 27 décembre 1851 qui seront jugées immédiatement nécessaires.

Les procès-verbaux dressés par les officiers des armées de terre, de mer ou de l'air ne sont pas soumis à l'affirmation, ils font foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 15. — Dans les territoires d'outre-mer relevant des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères et des colonies, le contrôle des correspondances, téléphoniques est assuré sous l'autorité des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents généraux, hauts-commissaires et commissaires de la République conformément aux directives de ces ministères.

Ces directives, prenant pour base les instructions métropolitaines, apportent à celles-ci les adaptations justifiées par l'organisation et la situation particulière des territoires.

ART. 16. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, les ministres de la marine, de l'air, des postes, télégraphes et téléphones, des affaires étrangères, de l'intérieur et des colonies, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

ART. 17. — Toutes mesures antérieures, contraires aux dispositions du présent décret sont abrogées.

Fait à Paris, le 28 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de la marine,
CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Jules JULIEN.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Affectations spéciales

ARRETE N° 440 promulguant au Togo le décret du 15 mai 1939 concernant les affectations spéciales en cas de mobilisation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, promulguée au Togo par arrêté du 7 août 1929;

Vu la circulaire n° 866/I. E. M. Col. en date du 15 juin 1939 relative à l'application dans les territoires d'outre-mer du décret du 15 mai 1939 concernant l'affectation spéciale

Vu le décret du 15 mai 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 mai 1939 concernant les affectations spéciales en cas de mobilisation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte du susdit décret du 15 mai 1939 au J. O. R. F. n° 127 des 29 — 30 et 31 mai 1939 — pages 6859 et suivantes).

Cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux

ARRETE N° 451 promulguant au Togo le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial. (Arrêté de promulgation n° 236 du 4 mai 1939);

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 237 du 4 mai 1939;

Vu le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 juillet 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 27 juillet 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret en date du 26 mars 1939 a créé un cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

Pour compléter ces mesures, destinées à améliorer le recrutement des techniciens indispensables au fonctionnement des services radioélectriques des colonies, il a paru nécessaire d'organiser parallèlement à celui des ingénieurs, un cadre général des opérateurs et des mécaniciens radioélectriciens coloniaux.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature. Au cas où vous en approuveriez les termes, je vous serais reconnaissant, monsieur le Président, de bien vouloir le revêtir de votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies.

Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et passages du personnel colonial;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde du personnel colonial;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires, notamment l'article 71, ensemble le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique pour la création de la caisse intercoloniale des retraites;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux;

Vu l'avis du ministre de l'air;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux chargé d'assurer l'exécution des services radioélectriques dans les territoires administrés par le ministère des colonies.

ART. 2. — Les grades, classes et traitements, ainsi que le classement au point de vue des passages, des déplacements et du traitement dans les hôpitaux, du personnel de ce cadre sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	TRAITEMENT de présence	CATÉGORIE
	francs	
Chef de poste radioélectricien hors classe	33.000	2 ^e catégorie
Chef de poste radioélectricien de 1 ^{re} classe	30.000	2 ^e catégorie
Chef de poste radioélectricien de 2 ^e classe	28.000	2 ^e catégorie
Chef de poste radioélectricien de 3 ^e classe	26.000	2 ^e catégorie
Sous-chef de poste radioélectricien de 1 ^{re} classe	24.000	2 ^e catégorie
Sous-chef de poste radioélectricien de 2 ^e classe	22.000	2 ^e catégorie
Sous-chef de poste radioélectricien de 3 ^e classe	20.000	2 ^e catégorie
Opérateur ou mécanicien radioélectricien de 1 ^{re} classe	18.000	3 ^e catégorie
Opérateur ou mécanicien radioélectricien de 2 ^e classe	16.500	3 ^e catégorie
Opérateur ou mécanicien radioélectricien de 3 ^e classe	15.000	3 ^e catégorie
Opérateur ou mécanicien radioélectricien de 4 ^e classe	13.500	3 ^e catégorie
Opérateur ou mécanicien radioélectricien de 5 ^e classe	12.000	3 ^e catégorie
Opérateur ou mécanicien radioélectricien stagiaire	10.500	3 ^e catégorie

Les chefs de poste de 1^{re} et hors classe, bien que classés à la 2^e catégorie, voyagent en 1^{re} classe sur les paquebots, sans que cette mesure puisse leur conférer aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés.

ART. 3. — Le personnel du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux perçoit, outre le traitement de présence, le supplément colonial attribué pendant le séjour effectif dans les territoires administrés par le ministère des colonies, dans les conditions fixées par les articles 89 *bis* et suivants du décret du 2 mars 1910.

ART. 4. — L'effectif total, par grade et par colonie, des fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux est fixé par arrêté du ministre des colonies, après avis des chefs de colonies et de territoires.

L'admission dans le cadre et la nomination aux divers grades sont prononcées par arrêté du ministre des colonies.

TITRE II RECRUTEMENT

Conditions générales

ART. 5. — Tout candidat à un emploi du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux doit remplir les conditions générales suivantes :

1^o — Etre citoyen français ou naturalisé français depuis dix ans au moins ;

2^o — Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ;

3^o — Jouir de tous ses droits civils et politiques ;

4^o — Justifier de l'aptitude au service colonial actif, constaté par un certificat de visite et de contre-visite délivré à Paris par le conseil supérieur de santé du ministère des colonies à Marseille, Bordeaux et Nantes, par le médecin du service colonial, dans les autres villes, par les médecins militaires de la place, avoir subi, en outre, la visite d'un médecin phthisiologue ;

5^o — Etre âgé de vingt et un ans au moins, de trente ans au plus, cette limite pouvant être toutefois prorogée jusqu'à trente-cinq ans au maximum d'une durée égale à celle des services militaires ou des services civils dans une administration publique de l'Etat ou des colonies, accomplis par le postulant et admissibles pour une pension de retraite dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du

1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale des retraites ;

6^o — Réunir les conditions spéciales énumérées dans les articles ci-après.

Opérateurs radioélectriciens

ART. 6. — Les opérateurs radioélectriciens stagiaires sont recrutés parmi les candidats possédant :

1^o — Soit le certificat d'opérateur de 1^{re} classe des postes, télégraphes et téléphones, soit le certificat d'opérateur civil du ministère de l'air, soit le brevet supérieur de mécanicien télégraphiste de l'armée de l'air, de radiotélégraphiste de la marine militaire ou de radioélectricien de l'armée de terre ;

2^o — Soit le certificat d'opérateur de 2^e classe des postes, télégraphes et téléphones, soit le brevet élémentaire de radiotélégraphiste de la marine militaire ou de radioélectricien de l'armée de terre et possédant des connaissances techniques et pratiques suffisantes pouvant être justifiées par un examen.

Les mécaniciens radioélectriciens stagiaires sont recrutés parmi les candidats possédant le diplôme de sortie de l'une des écoles suivantes :

Ecoles nationales d'arts et métiers, institut électrotechnique de Lille, école centrale lyonnaise, école des mécaniciens des équipages de la flotte, école d'électricité industriel de Paris, école théorique et pratique d'électricité et de mécanique, école spéciale de mécanique et d'électricité préparatoire, à l'école supérieure d'électricité, école d'électricité et de mécanique industrielle, école d'électricité industrielle de Marseille (section électricité et mécanique), écoles nationales professionnelles, écoles pratiques d'industrie avec section d'électricité ainsi que toute autre école de niveau équivalent reconnue par l'Etat et admise au préalable par le ministre des colonies.

Stage

ART. 7. — La durée du stage imposé aux opérateurs et mécaniciens radioélectriciens est d'un an, à l'expiration de cette période, ils sont soit titularisés, soit éventuellement autorisés à accomplir une deuxième année de stage, à l'expiration de laquelle ils sont soit titularisés, soit licenciés.

ART. 8. — Pourront être dispensés du stage et nommés directement à la 5^e classe d'opérateur ou de mécanicien, les candidats pouvant justifier de deux années de pratique dans un service radioélectrique.

ART. 9. — Les agents des services radioélectriques des différents ministères pourront être intégrés dans le nouveau cadre à un grade correspondant à leur solde dans leur corps d'origine ou au grade immédiatement supérieur en cas de non concordance de solde. Leur intégration est subordonnée à un avis favorable émanant de leur ministère. Leur nomination est prononcée par le ministre des colonies sur proposition de la commission de classement. Celle-ci fixera l'ancienneté à attribuer aux intéressés dans leur nouveau grade en tenant compte de l'ancienneté dans leur grade actuel et du gain de solde dont ils pourront bénéficier à cette occasion.

ART. 10. — Lorsqu'ils ont accompli six années de services dans les services radioélectriques coloniaux, les opérateurs et mécaniciens radioélectriciens peuvent être autorisés, sur avis motivé du chef de colonie ou de territoire dont ils dépendent, à prendre part au concours d'ordre professionnel pour l'accession au grade d'ingénieur radioélectricien adjoint prévu au paragraphe b de l'article 6 du décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

Sous-chefs et chefs de poste

ART. 11. — Les sous-chefs de poste de 3^e classe sont recrutés parmi les opérateurs ou mécaniciens de 1^{re} classe et les chefs de poste de 3^e classe parmi les sous-chefs de poste de 1^{re} classe.

TITRE III

AVANCEMENT

ART. 12. — Les fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux doivent réunir les conditions suivantes pour obtenir un avancement au choix ou à l'ancienneté :

1^o — Etre inscrits à un tableau d'avancement dressé par une commission de classement siégeant à Paris, au ministère des colonies ;

2^o — S'il s'agit d'un avancement au choix, être proposés par les gouverneurs généraux, gouverneurs, chefs de territoires ou chefs de service sous l'autorité desquels ils sont placés et compter au minimum deux années d'ancienneté dans leur classe ;

3^o — S'il s'agit d'un avancement à l'ancienneté, compter au moins quatre années d'ancienneté dans leur classe et n'avoir fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire pendant les quatre dernières années ;

4^o — En outre, réunir au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juin du mois qui suit la réunion de la commission pour l'établissement des tableaux primitifs ou complémentaires une durée de service effectif aux colonies au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif dans la ou les colonies où ce service a été effectué, sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux ans.

ART. 13. — Le temps de service accompli comme opérateur ou mécanicien radioélectricien stagiaire entre en compte pour une année dans le calcul de l'ancienneté exigée pour la promotion à la classe supérieure.

ART. 14. — Les membres de la commission de classement sont désignés par le ministre des colonies. Cette commission comprend :

Le directeur du personnel ou son délégué.

Le directeur des affaires économiques ou son délégué.

Un inspecteur des colonies.

Le chef du service radioélectrique colonial.

Deux fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens choisis parmi les plus élevés en grade de ceux présents en France, ou à défaut d'un autre cadre général technique.

Un rédacteur de la direction du personnel remplit les fonctions de secrétaire.

Les fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

ART. 15. — La commission de classement établit chaque année, dans le courant de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Si, dans le courant de l'année, le tableau est épuisé, le ministre peut prescrire l'établissement d'un tableau complémentaire pour la même année.

Les listes et les notes des agents qui remplissent les conditions requises pour pouvoir être inscrits au tableau d'avancement au choix ou à l'ancienneté sont adressées au département des colonies avant le 31 octobre par les chefs de colonies et de territoires, par les chefs de services pour les fonctionnaires servant dans la métropole.

Ces listes, accompagnées des calepins de notes et des propositions formulées par ordre de préférence par les chefs des colonies ou de territoires ou de service sont soumises à la commission de classement.

Celle-ci procède :

1^o — A un classement entre eux des fonctionnaires du cadre général proposés pour un avancement au choix ;

2^o — A un classement par ordre d'ancienneté des fonctionnaires non proposés mais réunissant au 1^{er} janvier qui suit la date de sa réunion, les conditions nécessaires pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté ;

3^o — A l'établissement du tableau définitif, conformément aux dispositions ci-après :

Le tableau doit comporter un nombre d'inscriptions égal aux vacances probables pouvant survenir pour chaque grade ou classe dans l'année qui suit la réunion.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits au tableau de l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante, à moins que la commission de classement n'en décide autrement, sur rapport motivé du chef de la colonie ou du service ou sauf dans les cas prévus au titre IV, spécial aux mesures disciplinaires.

ART. 16. — Les inscriptions des fonctionnaires susceptibles de bénéficier d'un avancement au choix ou à l'ancienneté ont lieu :

a) Dans la proportion d'un tiers au choix et de deux tiers à l'ancienneté pour les opérateurs et mécaniciens ;

b) Dans la proportion de deux tiers au choix et d'un tiers à l'ancienneté pour les sous-chefs de poste ;

c) Exclusivement au choix pour les chefs de poste.

Lorsque l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté, à défaut de fonctionnaires de l'une ou l'autre catégorie, le tour n'est pas réservé.

ART. 17. — Le tableau est arrêté par le ministre des colonies.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau et par arrêté du ministre des colonies.

TITRE IV DISCIPLINE

ART. 18. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens, quelle que soit leur position dans le cadre en disponibilité ou hors cadre, sont :

- Le blâme avec inscription au dossier ;
- La radiation du tableau d'avancement ou le retard dans l'avancement à l'ancienneté ;
- La rétrogradation de grade ou de classe ;
- Le retrait temporaire d'emploi ;
- La révocation.

ART. 19. — Le blâme avec inscription au dossier est infligé par le gouverneur général ou le gouverneur sur la proposition du chef hiérarchique du fonctionnaire intéressé après avis, s'il y a lieu, du gouverneur.

Il est infligé par le ministre, sur la proposition de l'autorité administrative dont ils relèvent, pour les fonctionnaires détachés en France.

La radiation du tableau d'avancement et la rétrogradation sur la liste d'ancienneté sont prononcées par le ministre sur la proposition du gouverneur général ou du gouverneur et, pour les fonctionnaires détachés en France sur celle de l'autorité administrative dont ils relèvent.

Le fonctionnaire rétrogradé en classe ou en grade prend rang dans son nouvel emploi du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué dans cet emploi le temps minimum exigé pour être élevé à la classe ou au grade supérieur sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

ART. 20. — Si l'intérêt public et la discipline l'exigent, le ministre, le gouverneur général ou le gouverneur peut interdire à un fonctionnaire du cadre général l'exercice de ses fonctions.

Lorsque cette mesure est prise contre un fonctionnaire de ce cadre général, celui-ci doit faire l'objet d'une procédure disciplinaire, conformément aux dispositions du présent décret dans un délai de deux mois.

ART. 21. — Les peines disciplinaires autres que celles du blâme avec inscription au dossier ne peuvent être prononcées qu'après avis de la commission d'enquête.

Le fonctionnaire inculpé est admis à présenter sa défense devant la commission d'enquête, soit verbalement, soit par écrit. Il peut aussi se faire assister d'un défenseur de son choix.

Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

ART. 22. — La commission d'enquête, siégeant dans la colonie, est composée comme suit :

- Le secrétaire général de la colonie ou un chef d'administration ou de service, désigné par lui, président ;
- Un administrateur des colonies ;
- Le chef du service radioélectrique colonial ;
- Deux fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux, d'un grade supérieur ou égal, mais d'une ancienneté supérieure à celle de l'agent inculpé.

A défaut, deux fonctionnaires d'un cadre technique remplissant les mêmes conditions.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 23. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie à laquelle est affecté le fonctionnaire inculpé ou si la situation du personnel en service dans la colonie ne permet pas de constituer la commission d'enquête conformément aux règles posées par l'article 22, le ministre fixe le lieu de réunion de la commission et détermine la composition de celle-ci.

Si le fonctionnaire inculpé se trouve en France, la commission de classement prévue à l'article 14 remplit les fonctions de commission d'enquête.

TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 24. — Les fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux peuvent être appelés à servir en France, dans les services relevant du ministère des colonies ou dans ceux relevant des gouvernements coloniaux, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

ART. 25. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934, portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux fonctionnaires du cadre des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Ces fonctionnaires peuvent, néanmoins, avec l'agrément du ministre des colonies en France, du gouverneur général ou du gouverneur dans la colonie où ils servent, donner des enseignements de même nature.

Il ne pourra être dérogé à l'interdiction formulée par cet article qu'exceptionnellement, par une décision du ministre, prise à titre précaire et toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 26. — L'honorariat du grade qu'ils possèdent, peut, après avis de la commission de classement, être conféré aux fonctionnaires du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux retraités, démissionnaires ou licenciés pour raisons de santé, qui ont effectué au moins quinze années de services administratifs.

ART. 27. — Les opérateurs et mécaniciens radioélectriciens du cadre général sont soumis, au point de vue de la retraite, au régime de la caisse intercoloniale des retraites.

TITRE VI DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 28. — Dans un délai d'un an, à compter de la publication du présent décret, les fonctionnaires appartenant aux différents cadres locaux de la T. S. F. ou de la radiotélégraphie, les contractuels, les militaires et fonctionnaires détachés dans les services radioélectriques des colonies, actuellement en service, pourront être intégrés dans le cadre général à un grade et à une classe correspondant à leur solde actuelle ou à la classe immédiatement supérieure en cas de non-concordance de solde, sur proposition des chefs de colonies ou de territoires et après avis de la commission de classement qui déterminera, entre autres, l'ancienneté qu'ils conserveront éventuellement après ce reclassement.

ART. 29. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Contrôle des presses étrangère et indigène

ARRETE N° 450 promulguant au Togo les décrets du 29 juillet 1939 relatifs :

- 1° — au contrôle de la presse étrangère dans les colonies relevant du ministère des colonies;
- 2° — au contrôle de la presse indigène dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat, dépendant du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 29 juillet 1939 relatifs :

- 1° — au contrôle de la presse étrangère dans les colonies relevant du ministère des colonies;
- 2° — au contrôle de la presse indigène dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat, dépendant du ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 29 juillet 1939 relatifs :

- 1° — au contrôle de la presse étrangère dans les colonies relevant du ministère des colonies;
- 2° — au contrôle de la presse indigène dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat, dépendant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

DECRET relatif au contrôle de la presse étrangère dans les colonies relevant du ministère des colonies.

RAPPORT

Au Président de la République Française

Paris, le 29 juillet 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 6 mai 1939 a modifié l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 pour remédier aux propagandes subversives menées dans notre pays par la voie de la presse étrangère.

Il nous est apparu opportun d'adapter les dispositions du texte précité aux colonies relevant du ministère des colonies où la loi du 29 juillet 1881 est applicable en vertu de son article 69.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et
de la guerre,*

Edouard DALADIER

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères et du ministre des colonies;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Vu le décret du 6 mai 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi du 6 mai 1939 sont rendues applicables dans les colonies relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Les pouvoirs dévolus au ministre de l'intérieur par le texte susvisé seront exercés par le gouverneur général dans les colonies groupées en fédération et par le gouverneur ou l'administrateur dans les colonies autonomes.

ART. 3. — L'interdiction prévue à l'alinéa 2 de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 s'étend aux écrits rédigés en langue française ou indigène. Elle pourra être prononcée à l'encontre des écrits de provenance étrangère, imprimés dans les colonies ou dans tout autre territoire soumis à l'autorité française.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies intéressées.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et
de la guerre,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

DECRET relatif au contrôle de la presse étrangère.

, RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 6 mai 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le contrôle de la presse étrangère est exercé au moyen d'une procédure administrative qui permet, aux termes de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, d'interdire la circulation, la vente et la distribution en France des journaux ou écrits périodiques publiés à l'étranger.

La loi du 22 juillet 1895 a rendu ces dispositions applicables aux publications périodiques publiées en France en langue étrangère.

Or, cette réglementation présente de graves lacunes en raison desquelles il est difficile de remédier efficacement aux propagandes subversives menées dans notre pays par la voie de la presse étrangère.

D'une part, en effet, aucune mesure administrative n'est légalement possible à l'égard des publications étrangères non périodiques qui peuvent cependant présenter tout autant que la presse périodique de sérieux inconvénients pour l'ordre public.

D'autre part, la loi de 1881, tout en faisant reposer le contrôle de la presse étrangère sur la désignation du lieu de publication, ne donne aucune définition juridique de ce qu'il faut entendre par « publication d'un écrit ».

Or, la publication d'un écrit est une opération complexe qui comprend à la fois des éléments d'ordre matériel (impression, distribution...) et des éléments d'ordre intellectuel (direction, rédaction).

En cet état de choses, des publications subversives notoirement étrangères, dont la direction et la rédaction sont situées hors de nos frontières sont, dans le but d'échapper au contrôle institué par l'article 14 de la loi de 1881, imprimées en langue française, sur notre territoire.

Il s'ensuit que, par ce subterfuge, l'administration se trouve dans l'impossibilité légale de déterminer leur nationalité, et par suite d'agir à leur encontre.

L'impérieuse nécessité de remédier, dans un but d'ordre public et de défense nationale à ces inconvénients a conduit le gouvernement à élaborer le présent texte qui, tout en renforçant, dans un cadre juridique rigoureux, le régime des publications étrangères, respecte entièrement, en ce qui concerne la presse française, la liberté fondamentale qui a été déterminée par la loi du 29 juillet 1881.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint, qui tend à modifier l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et
de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, complété par la loi du 22 juillet 1895, est modifié comme suit :

Art. 14. — La circulation, la distribution ou la mise en vente en France des journaux ou écrits périodiques ou non, rédigés en langue étrangère peut être interdite par décision du ministre de l'intérieur.

Cette interdiction peut également être prononcée à l'encontre des écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France.

Lorsqu'elles sont faites sciemment, la mise en vente, la distribution ou la reproduction des écrits interdits, sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 500 à 5.000 francs.

Il en est de même de la reprise de la publication d'un écrit interdit, sous un titre différent. Toutefois, en ce cas l'amende est portée de 1.000 à 10.000 frs.

Il est procédé à la saisie administrative des exemplaires et des reproductions des écrits interdits, et de ceux qui en reprennent la publication sous un titre différent.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 6 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et
de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

*DECRET relatif au contrôle de la presse indigène
dans les colonies, protectorats et territoires sous
mandat dépendant du ministère des colonies.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confirmés à la France par le conseil de la Société des nations en exécution

des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les autorités administratives pourront procéder à la saisie des publications, périodiques ou journaux rédigés en langue indigène qui mèneraient campagne contre la défense nationale, ou qui dénigreraient l'œuvre ou l'influence française.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des chambres dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1939, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux *Journaux officiels* des territoires intéressés.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et
de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Répression des propagandes étrangères

ARRETE N° 456 promulguant au Togo le décret du 21 août 1939 déclarant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 sur la répression des propagandes étrangères.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 1^{er} mai 1939 rendant applicable au Togo et au Cameroun le décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères; (Arrêté de promulgation n° 294 du 8 juin 1939);

Vu le décret du 21 août 1939 déclarant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 sur la répression des propagandes étrangères;

Vu le câblogramme n° 162 du 29 août 1939 du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 août 1939 déclarant applicable aux territoires du Togo et du Cameroun le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 sur la répression des propagandes étrangères.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confirmés à la France par les articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 1^{er} mai 1939 portant application au Togo et au Cameroun du décret du 21 avril 1939 relatif aux propagandes étrangères;

Vu le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution du décret du 21 avril 1939;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères est déclaré applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Mercy le Haut, le 21 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Contrôle de la presse et des publications

ARRETE N° 455 promulguant au Togo les décrets des 24 et 27 août 1939 relatifs au contrôle de la presse et des publications.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu les décrets des 24 et 27 août 1939 relatifs au contrôle de la presse et des publications;

Vu le câblogramme n° 163 du 30 août 1939 du Gouverneur Général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 24 et 27 août 1939 relatifs au contrôle de la presse et des publications.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque la période d'exécution de la loi ou lorsque les autres mesures prévues par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre aura été ouverte dans les conditions fixées par l'article premier de la dite loi, le gouvernement est autorisé à prendre par décret les mesures nécessaires à l'organisation et au fonctionnement du contrôle de la presse et des publications de toute nature et les infractions à ces mesures seront punies des peines prévues à l'article 27 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse; l'autorité administrative pourra procéder à la saisie de toute publication faite en violation des mesures précitées.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel et qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 24 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères et du ministre des colonies;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 24 août 1939 concernant le contrôle de la presse et des publications;

Vu le décret du 20 mars 1939 sur les informations militaires et le décret du 29 juillet 1939 sur la sûreté extérieure;

Vu le décret du 6 mai 1939 sur le contrôle de la presse étrangère;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 28 août 1939 les imprimés, dessins ou écrits de toute nature destinés à la publication, les textes de toute émission radio-phonique et de toute projection cinématographique seront soumis au contrôle préventif du service général d'informations qui aura droit d'interdire la publication d'émission ou de projection.

ART. 2. — L'exportation de tout document photographique ou cinématographique non développé est interdite.

ART. 3. — Les documents cinématographiques développés ne peuvent être exportés hors du territoire métropolitain s'ils ne sont revêtus du visa du chef du service d'information ou son délégué. Les documents photographiques développés destinés à l'exportation sont soumis au visa du préfet du département dans lequel ils ont été pris; dans le département de la Seine à celui du directeur du service d'information ou son délégué.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions ci-dessus seront passibles de sanctions prévues par le décret du 24 août 1939.

ART. 5. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, aux colonies et territoires d'outre-mer.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Annulation de crédits

ARRETE No 348 bis, portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1938 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 274 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté no 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté no 200 du 10 septembre 1923, réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo, modifié par l'arrêté no 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté no 262 du 24 mai 1932;

Vu l'arrêté no 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 24 février 1938, approuvant le budget annexe du chemin de fer, pour l'exercice 1938, promulgué au Togo par arrêté no 201 du 7 avril 1938;

Vu les arrêtés nos 370 du 27 juin 1938, 545 du 21 septembre 1938 et 605 du 27 octobre 1938 approuvés par décrets du 3 janvier 1939 et 12 octobre 1938, promulgués au Togo par arrêtés nos 110 du 14 février 1939 et 638 du 19 novembre 1938, portant ouverture de crédits supplémentaires, annulations de crédits et autorisant un prélèvement sur le fonds de réserve du chemin de fer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1938, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1939 :

Chapitre I	97.044,29
— II	65.787,72
— III	6.734,15
— IV	348,81
— V	10.898,80
— VI	33.456,55
— VII	47.008,63
— VIII	124.560,31
— IX	11.347,63
— X	—
— XI	10.563,25
— XII	—
— XIII	985.600,—

1.393.350,14

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE No 348 ter, portant annulation de crédits au budget local du Togo exercice 1938, restés sans emploi au 31 mai 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment en son article 274;

Vu le décret du 24 février 1938 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget local, exercice 1938, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1939 :

Chapitre I	165,60
— II	23.718,56
— III	30.192,40
— IV	1.699,04
— V	20.169,27
— VI	350,59
— VII	38.991,75
— VIII	1.448,78
— IX	31.661,—
— X	51.429,94
— XI	301.881,20
— XII	1.730,84
— XIII	257.474,79
— XIV	17.520,—
— XV	678,38
— XVI	44,—
— XVII	902,24
— XIX	205.556,67
— XX	387.756,74
— XXI	273.398,52
— XXII	653.713,87

Total général 2.300.484,18

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

Protection de la faune

ARRETE No 427 fixant à titre provisoire l'emplacement et les limites d'un parc national pour la protection de la faune.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 156 du 15 mars 1927 déterminant l'emplacement d'un parc de refuge dans le territoire du Togo;

Vu le décret du 13 octobre 1936 portant réglementation de la chasse dans les principaux territoires africains relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 70 du 29 novembre 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans le territoire du Togo un parc national pour la protection de la faune, dont l'emplacement et les limites sont fixés comme suit, à titre provisoire, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 13 octobre 1936 sus-visé :

« Un territoire situé dans le cercle de Sokodé (subdivision de Sokodé) occupant sur la rive gauche du Mô la superficie limitée à l'Est par le 1er degré de longitude Est Greenwich et au Sud par le parallèle de Kadiumbara, 8° 53' de latitude Nord ».

ART. 2. — Toutes dispositions prévues par l'arrêté n° 156 du 15 mars 1927, notamment en son article premier sont abrogées.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 août 1939.

L. MONTAGNE.

Comité de protection de la faune et de la flore

DECISION N° 567 portant constitution dans le territoire du Togo d'un comité pour la protection de la faune et de la flore.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 13 octobre 1936 portant réglementation de la chasse dans les principaux territoires relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 70 du 29 novembre 1936;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu la circulaire ministérielle n° 8916 en date du 26 novembre 1938;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans le territoire du Togo un comité pour la protection de la faune et de la flore, composé ainsi qu'il suit :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

M.M. Mancion, chef du service de l'agriculture,

Le capitaine Borne, commandant des forces de police,

Le vétérinaire-lieutenant Poinot, inspecteur vétérinaire et de l'élevage,

Grondard, contrôleur principal des eaux et forêts.

Le chef du bureau des affaires économiques

Président.

Membres

Secrétaire.

ART. 2. — Le comité se réunira sur la convocation de son président.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 16 août 1939.

L. MONTAGNE.

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 428 complétant l'arrêté n° 488 du 1er septembre 1933 sur le régime pénitentiaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 488 du 1er septembre 1933 sur le régime pénitentiaire; ensemble les actes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 488 du 1er septembre 1933 sur le régime pénitentiaire est complété par l'adjonction d'un article 38 bis ainsi conçu :

« Article 38 bis. :

En dehors des établissements pénitentiaires situés au chef-lieu des circonscriptions administratives, des camps pénitentiaires peuvent être créés par arrêté du Commissaire de la République. Ces camps pourront recevoir, par exception à l'article 38 ci-dessus, des détenus condamnés par tous les tribunaux du Territoire.

L'arrêté de création d'un camp pénitentiaire indiquera dans chaque cas d'espèce :

1° — L'emplacement du camp;

2° — Les catégories des prisonniers qui pourront y être envoyés;

3° — La prison sise au chef-lieu d'une circonscription administrative à laquelle le camp sera rattaché administrativement;

4° — Le mode de surveillance;

5° — Eventuellement l'effectif du camp pénitentiaire.

L'organisation de détail et la discipline des camps pénitentiaires seront régies par un règlement intérieur établi par le directeur de la prison dont dépend le camp et soumis à l'approbation du Commissaire de la République ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 août 1939.

L. MONTAGNE

Camp pénitentiaire

ARRETE N° 429 créant le camp pénitentiaire de Bagbé (cercle de Lomé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 sur le régime pénitentiaire; ensemble les actes modificatifs subséquents et notamment l'arrêté n° 428 en date du 17 août 1939;

Sur la proposition du commandant du cercle de Lomé et l'avis du directeur de police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Bagbé (subdivision de Tsévié — cercle de Lomé) un camp pénitentiaire.

ART. 2. — Sont affectés à ce camp pénitentiaire les détenus appartenant aux catégories suivantes de la population pénale majeure du Territoire :

a) Les condamnés primaires de droit commun subissant dans les prisons du Territoire une peine d'emprisonnement, de reclusion ou de travaux forcés dépassant cinq ans.

b) Tous les condamnés récidivistes de droit commun du Territoire quelle que soit la durée de leur peine.

ART. 3. — Sont exclus des dispositions de l'article 2 précédent :

a) Les détenus reconnus par le médecin de la subdivision sanitaire, soit en raison de leur état de santé, soit en raison de leur constitution, comme inaptes au travail physique.

b) Les détenus dont le maintien dans les prisons des circonscriptions administratives fera l'objet d'une proposition spéciale du chef de circonscription, approuvée par le Commissaire de la République. Ce maintien pourra être motivé soit par des raisons de surveillance (spécialistes de l'évasion, individus dangereux, individus susceptibles de créer des agitations d'ordre politique), soit par des raisons d'utilité générale (prisonniers spécialisés dans certains travaux).

ART. 4. — Le camp pénitentiaire de Bagbé est rattaché administrativement à la prison de Lomé.

ART. 5. — La surveillance de la population pénale du camp de Bagbé est assurée par un détachement du peloton des gardes de cercle de Lomé.

ART. 6. — Les commandants de cercle du Territoire et le directeur de la prison de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 août 1939.

L. MONTAGNE.

P. T. T.

ARRETE N° 433 portant extension du service NLT.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 18 mai 1930 étendant aux relations franco-coloniales et intercoloniales le service des télégrammes D. L. T. (Arrêté de promulgation du 17 juin 1930);

Vu le décret du 14 septembre 1929, modifiant l'article 2 du décret du 24 mai 1928 créant un service de télégrammes à remise retardée. (Arrêté de promulgation du 23 mai 1931);

Vu l'arrêté du 14 avril 1933 réorganisant le service de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et à remise retardée;

Vu l'arrêté du 29 mai 1933 modifiant l'arrêté du 14 avril 1933 réorganisant le service de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et à remise retardée;

Vu l'arrêté du 4 avril 1934 portant la création d'un service de télégrammes à tarif réduit différés L. C. et de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et à remise retardée par la voie T. S. F. dans les relations avec les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 9 juillet 1939 portant remplacement du service de lettres-télégrammes D. L. T. par le service N. L. T. dans les relations entre le Togo d'une part, les colonies françaises d'Afrique et les pays d'Europe d'autre part;

Vu la lettre-avion du ministre des P. T. T. n° 2677 T. G. en date du 11 août 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} septembre 1939, le service de lettres-télégrammes D. L. T. sera remplacé par le service NLT. dans les relations entre le Togo d'une part et l'Amérique d'autre part.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1939.

L. MONTAGNE.

Dépôts de médicaments

ARRETE N° 434 modifiant les articles 7, 8 et 9 de l'arrêté du 15 novembre 1928 portant application des décrets du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie et le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo; ensemble le décret du 25 mai 1932 le complétant;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1928 portant application des dispositions du décret du 4 mai 1928; ensemble tous arrêtés le modifiant ou le complétant;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 7, 8 et 9 de l'arrêté du 15 novembre 1928 tels qu'ils sont établis à la suite des modifications intervenues avant le 15 août 1939, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 7. (nouveau). — Les produits dont la vente est autorisée dans ces dépôts doivent être contenus dans des boîtes, paquets, flacons, pots scellés avec cachets et étiquettes libellés en français d'un pharmacien ou d'un établissement légalement établi en France, en Afrique occidentale française ou au Togo.

Ces produits sont énumérés dans la liste n° 1 ci-dessous :

LISTE N° 1

Remèdes officinaux et drogues simples non toxiques dont la vente est autorisée dans les dépôts de médicaments au Togo

1^o — MÉDICAMENTS

Acide borique (paquets de 30 et 40 gr.).
Alcool camphré (flacon de 60 et 90 gr.).
Alcool de menthe (flacon de 60 et 90 gr.).

Alcool mentholé et similaires (Saida — Menthol, Réal-fluid, Po-Ho, — Dela-Doko, etc...).

Algocratine.

Alun cristallisé.

Amidon.

Antipirine (cachets ou comprimés à 0,25 ou à 0,50).

Aspirine, Aspro, Métaspirine (tubes de 20 comprimés à 0,50).

Baume Bengué.

Bicarbonate de soude (paquets de 100 gr.).

Biocitin.

Cachets du Dr. Faivre.

Campho-Menthol.

Camphre.

Capsules de copahu.

Capsules et perles de santal.

Carbolic cream.

Charbon végétal.

Chlorate de potasse (poudre ou comprimés à 0,25).

Comprimés de Vichy-Etat.

Crésyl et similaires (Sanatogen, Sanitas Soldis, etc.).

Dermatol (paquets ou flacons de 5 et 10 gr.).

Eau chloroformée (flacons de 60 et 120 gr.).

Eaux minérales agréées par l'Etat Français.

Essence de térébenthine.

Fariné de lin.

Farine de moutarde.

Glycérine.

Glycérophosphate de chaux granulé.

Goudron Guyot.

Grains de Vals.

Huile camphrée.

Huile d'eucalyptus.

Huile de foie de morue.

Huile goménolée.

Huile de paraffine (flacons de 100 gr.).

Huile de ricin (flacons de 20 et 40 gr.).

Iodure de potassium (potassium iodite) (flacons de 10 et 20 grammes).

Kalmine.

Lactose (paquets de 40 gr.).

Limonades purgatives.

Menthol (flacons de 10 gr.).

Milton.

Optraex.

Papier sinapisé.

Pastilles et pâtes pectorales (ne contenant pas de produits des tableaux A-B).

Permanganate de potasse, poudre et comprimés (paquets de 5 gr.).

Pommades antivénériennes-gélotube, préventyl, etc.).

Pommade Cadum.

Pommade chrysophanique en pots de 30, 60 et 90 gr.).

Pommade eucalyptolée en pots de 30, 60 et 90 gr.).

Pommade goménolée en pots de 30, 60 et 90 gr.).

Pommade d'Helmerich en pots de 30, 60 et 90 gr.).

Pommade à l'oxyde de zinc en pots de 30, 60 et 90 grammes).

Pommade de Reclus en pots de 30, 60 et 90 gr.).

Poudre de quinquina (paquets de 20 gr.).

Pulmoserum.

Quinine (sels divers) (en cachets ou comprimés de 0,25).

Rhubarbe (comprimés à 0,25 par 10 comprimés).

Santal Midy.

Scrubbs ammoniac.

Sels de fruits (Enos fruit salt, sels Chatelain, Stone-breaker, etc.).

Sels Kruschen.

Sirop antiscorbutique (flacons de 250 gr.).

Sirop Famel.

Sirop iodotannique (flacons de 250 gr.).

Sirop iodophosphaté (flacons de 250 gr.).

Sirop de tolu (flacons de 250 gr.).

Sirops pectoraux (ne contenant pas de produits des tableaux A et B).

Sloan's liniment.

Sulfate de magnésie (paquets de 20, 30, 40 gr.).

Sulfate de soude (paquets de 20, 30, 40 gr.).

Teinture d'iode (flacons de 15 et 30 gr.).

Teinture de quinquina (flacons de 30 gr.).

Tisanes de santé (mélange des plantes).

Vaseline boriquée (tube ou pot de 15 et 30 gr.).

Vaseline camphrée.

Vaseline mentholée et similaires (mentholatum, mentholated, Pétröm, Mentholo-Loroco, Poholatum, etc.).

Vaseline simple.

Urodonal.

White and Yellow Petroleum Jelly.

Ces produits non spécialisés devront être délivrés avec les étiquettes prévues au décret du 4 mai 1928 réglementant l'usage de commerce, la détention et l'emploi des substances au Togo.

2^o — PANSEMENTS

Bandes à pansements ordinaires et stérilisées.

Compresse à pansements ordinaires et stérilisées.

Coton cardé ordinaire et stérilisé.

Coton hydrophile ordinaire et stérilisé.

Art. 8. (nouveau). — Peuvent être également vendues dans ces dépôts des spécialités (produits spéciaux vendus dans un but curatif) sous étiquette et cachet d'un pharmacien légalement établi en France, en Afrique occidentale française, au Togo ou à l'étranger.

Ces spécialités sont énumérées dans la liste n° 2 ci-dessous :

LISTE N° 2

Produits spéciaux pouvant être vendus dans un but curatif dans les dépôts de médicaments du Togo

Airsea.

Allauroil Lumière.

Alpine herbea Evans, Liverpool.

Allgétine Evans, Liverpool.

Andrews Liver salt.

Arrhéol Astier.

Asthma Relief powder, Evans Liverpool.

Atwood's physical jaundice Bitters.

Babytoux.

Bishops Liver saline salt.

Bismuthated magnesia.

Boldo Verne.

Brooklax chocolate laxative.

Capsicum paste.

Carnine Lefrancq.

Compound indiancerate, Bell Sons, Liverpool.

Couch Linetus Cherry, David Jones, Liverpool.

Coréine.

Crayon Thermosan.

Cryogénine Lumière.

Dentinette Crapez.

Dépuratif Chatelain.

Dragées Peyrard.

Dragées Nergès.

Dragées Verex.

Elixir antiglaireux Guillet.

Elixir vermifuge Guillet.

Elixir de Virginie Nyrdhal.

Elliman's Universal embrocation.
 Embrocation Chatelain.
 Emgé Lumière comprimés.
 Emulsion Scott.
 Forxol.
 Gandol.
 Gargarisme Chatelain.
 Globéol Chatelain.
 Gripe Water, Woodward, London.
 Gyraldose.
 Hémoglobine Deschiens.
 Hémostyl.
 Hépatrol buvable.
 Holloways ointment — Hollowa — London.
 Injection Peyrard (contre ordonnance médicale).
 Iodure d'amidon Lumière.
 Isol Powder Newton.
 Jubol Chatelain.
 Kikriki.
 Kitine comprimés.
 Kola Astier.
 Kola Chatelain.
 Lactobaciline.
 Lactéol Boucard.
 Linibor.
 Liniment Olympia.
 Laxatif Miraton.
 Mac Lean Brand Stomach powder.
 Merrel's Eye Bath.
 Minéraloxine le Tanneur.
 Muscolosine Byla.
 Néolides Bottu.
 Oku.
 Opozones Lumière (prostatique).
 Opozones Lumière (orchitique).
 Opozones Lumière (ovarien).
 Ouate révulsive Chatelain.
 Pagéol Chatelain.
 Pain killing liniment, Ayrton Samifiers Liverpool.
 Peps Sulford.
 Pertussin.
 Perlo-menthol.
 Phaguryl.
 Phillosan.
 Pipérusine Midy.
 Poudre antiasthmatique Chatelain.
 Poudre Sharbet.
 Pulmoll.
 Querguemol.
 Quinacrine.
 Quinium Labarraque.
 Quintonine.
 Ringworn ointment, Bell Sons Liverpool.
 Rhéantine Lumière.
 Rhino-Lactéol.
 Romescol Morel.
 Savon à l'hermophényl.
 Sels lithinés Chatelain.
 Sirop Delabarre.
 Sirop Teyssède.
 Sirop Chatelain.
 Sulphur Bitters.
 Sulphur ointment, Bell Sons Liverpool.
 Trousse sérum antivénimeux.
 Tulle gras Lumière.
 Urophile.
 Vexa.
 Venos cough cure.
 Art. 9. (nouveau). — Aucun produit officinal ou de spécialité nouveau ne peut être ajouté aux listes 1 et 2

sans arrêté du Commissaire de la République pris sur la proposition du chef du service de santé et l'avis de l'inspecteur des pharmacies.

L'analyse des produits nouveaux, dont l'addition aux listes 1 et 2 sera demandée, devra être effectuée, aux frais des importateurs, si les autorités médicales le jugent nécessaire.

Toutefois, seront dispensés de l'analyse prévue au paragraphe ci-dessus les produits dont l'introduction et la vente auront été autorisées en Afrique occidentale française dans les conditions fixées par l'arrêté général du 3 décembre 1926 sur l'exercice de la pharmacie en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1939.

L. MONTAGNE.

Contrôle des carburants

ARRETE N° 521/D. N. relatif à la déclaration des stocks de combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs et au transport des mêmes produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 19 novembre 1935 fixant les conditions de réglementation des réquisitions militaires aux colonies;

Vu l'arrêté local du 7 janvier 1936 pris en application du décret susvisé;

Vu les instructions en vigueur;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout dépositaire, entrepositaire, ou débitant de combustibles liquides ou huiles de graissage pour moteurs, en quantités supérieures à mille litres pour les combustibles liquides, et à cinquante litres pour les huiles de graissage, est tenu d'en faire la déclaration avant le 28 août 1939 à dix heures, aux bureaux du cercle ou de la subdivision. Cette obligation ne s'applique pas aux particuliers.

ART. 2. — A compter de ces mêmes date et heure, aucun transport de combustibles liquides et huiles de graissage excédant cent litres pour les premiers, et dix litres pour les seconds de ces produits ne pourra être effectué qu'en vertu d'une autorisation écrite du commandant de cercle ou de chef de subdivision, autorisation qui devra accompagner les produits transportés et être présentée, à la première réquisition, aux agents de l'administration ou de la force publique. Cette autorisation sera remise au commandant de cercle ou de subdivision du lieu de destination.

Les prescriptions du présent article s'appliquent à tous les transports de ce genre, même lorsqu'ils sont en provenance ou à destination de dépôts non assujettis à la déclaration prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté, que ces dépôts appartiennent à des commerçants ou des particuliers.

ART. 3. — La vente des combustibles liquides et huiles de graissage reste libre. Les entrepositaires, dépositaires ou débitants, devront néanmoins tenir la comptabilité détaillée des quantités sorties ou ven-

dues, et des quantités reçues; les commandants de cercle ou de subdivision, ou leurs délégués, auront le droit de se faire produire cette comptabilité.

ART. 4. — Toute personne ayant commis ou favorisé une infraction aux dispositions du présent arrêté, sera passible d'une peine de un à cinq jours de prison et d'une amende de un à quinze francs, ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 5. — Le procureur de la République, chef du service judiciaire, les administrateur-maire et commandants de cercle ou de subdivision, et, d'une façon générale, les autorités habilitées à constater les infractions à la police de la circulation, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel du Territoire et publié ou communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1939.

L. MONTAGNE.

Organisation administrative

Service des Transports du Togo

ARRETE N° 541/D. N. portant création d'un service annexe dénommé « Service des Transports du Togo ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Togo, à partir de ce jour qui est le 26 août 1939, un service annexe dénommé « Service des Transports du Togo » et qui se substitue au service des travaux publics et des transports.

ART. 2. — Ce nouveau service comprend :

- Une direction;
- Une section des ports et transports maritimes;
- Une section des transports ferroviaires;
- Une section des routes et transports routiers.

ART. 3. — La correspondance des nouveaux services avec les anciens est la suivante :

La nouvelle direction se substitue à l'ancienne.
La section des ports et transports maritimes se substitue au service du wharf.

La section des transports ferroviaires réunit sous l'autorité de l'ancien chef du service de la voie, les services exploitation, voie et traction.

La section des routes et transports routiers se substitue aux subdivisions des travaux publics.

ART. 4. — L'organisation de détail des nouveaux services est conforme aux dispositions contenues dans l'instruction locale du 14 octobre 1938 et dans le journal de mobilisation du service des transports.

ART. 5. — La cellule mobilisatrice du service des travaux publics et chemin de fer cesse de fonctionner à partir de ce jour.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1939.

L. MONTAGNE.

Contrôle des correspondances postales et télégraphiques

ARRETE N° 548/D. N. portant organisation des commissions de contrôle de la correspondance postale et télégraphique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les instructions ministérielles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué au Togo une commission centrale de contrôle siégeant à Lomé et fonctionnant dans les conditions et dans les cas prévus par le règlement 577 D. N. et son annexe locale ainsi que par l'instruction D. M. T. Col. n° 393 D. N. du 29 octobre 1926 et son annexe locale.

ART. 2. — Cette commission comprend :

M.M. de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives	} <i>Président.</i>
Roussel, sous-lieutenant d'infanterie coloniale,	
Mouragues, administrateur-adjoint,	} <i>Membres.</i>
Laugier, ingénieur des travaux publics.	

Membres suppléants :

M.M. Borne, capitaine d'infanterie coloniale;
Bérard, administrateur-adjoint
Veuillet, chef du service de la voie.

ART. 3. — Il est institué au Togo une commission régionale de contrôle siégeant à Lomé et fonctionnant dans les cas prévus par le règlement 577 D. N. et son annexe locale ainsi que par l'instruction D. M. T. Col. n° 393 D. N. du 29 octobre 1926 et son annexe locale.

ART. 4. — Cette commission comprend :

M.M. Voisin, lieutenant d'infanterie coloniale	} <i>Président.</i>
Caron, ingénieur météorologiste,	
Bonnard, du service des transports.	} <i>Membres.</i>

Membres suppléants :

M.M. Borne, capitaine d'infanterie coloniale;
Milléliri, commis des services civils — Finances.
Larrère, commis de la trésorerie.

ART. 5. — M. Galtié, délégué aux routes p. i. est membre marine de la commission.

ART. 6. — L'inspecteur des affaires administratives, le commandant des forces de police et le chef du service des P. T. T. ou son délégué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 26 août 1939.

L. MONTAGNE.

**Engagements d'Indigènes du Togo
dans l'Armée Française**

CIRCULAIRE N° 744/B. M. à M. M. l'administrateur-maire de Lomé — les commandants de cercle — les chefs de subdivision.

Par dépêche n° 1040-1/D. S. M. en date du 11 juillet 1939 le ministre des colonies a décidé que les indigènes du Togo désireux de servir sous les drapeaux ont la faculté :

1° — de demander à s'engager dans les unités des forces de police du Togo;

2° — de se rendre, par leurs propres moyens, en Afrique occidentale française et demander à souscrire un engagement dans une unité indigène des troupes coloniales, sous réserve :

A) de remplir les conditions ci-après :

- a) Avoir au moins 19 ans, et au plus 28 ans;
- b) Etre sain, robuste et bien constitué;
- c) N'avoir subi aucune condamnation;
- d) Etre de bonnes vie et mœurs;

B) de posséder un dossier comprenant les pièces ci-après :

Une demande de l'intéressé mentionnant la durée du contrat à souscrire — (4 — 5 ou 6 ans).

Un acte de naissance ou de notoriété.

Un certificat de bonnes vie et mœurs { de moins de
3 mois de date

Un extrait du casier judiciaire.

Un certificat médical établi par un médecin militaire (même modèle que ceux employés pour les gardes de cercle).

Les dossiers, établis comme ci-dessus, seront transmis par vos soins au commandant de la section de recrutement indigène du Dahomey à Cotonou.

Il est signalé par ailleurs que les militaires indigènes du groupe de l'Afrique occidentale peuvent, en toutes circonstances, être désignés pour continuer leurs services en dehors du territoire de ce groupe.

En principe, la durée du séjour à l'extérieur est fixée à 3 ans.

*

* *

Vous voudrez bien porter les dispositions de la présente circulaire à la connaissance de vos administrés.

Lomé, le 26 août 1939.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,
L. MONTAGNÉ.*

Camps pénitentiaires

ARRETE N° 439 créant deux camps pénitentiaires dans le cercle d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 sur le régime pénitentiaire; ensemble les actes modificatifs subséquents et notamment l'arrêté n° 428 en date du 17 août 1939;

Sur la proposition du commandant du cercle d'Anécho;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des camps pénitentiaires sont créés à Badougbe et Woatidomé (cercle d'Anécho).

ART. 2. — Sont affectés à ces camps : à Badougbe 30 prisonniers et à Woatidomé 40 prisonniers choisis par le commandant de cercle dans la population pénale majeure et valide du cercle.

ART. 3. — Les camps pénitentiaires de Badougbe et Woatidomé sont rattachés administrativement à la prison d'Anécho.

ART. 4. — La surveillance des camps susvisés est assurée par des détachements du peloton des gardes de cercle d'Anécho.

ART. 5. — Le commandant du cercle d'Anécho est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative

Service des échanges commerciaux

ARRETE N° 444 créant dans le territoire du Togo un service des échanges commerciaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction ministérielle du 15 février 1938 sur l'organisation du service des échanges commerciaux dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu l'instruction locale n° 545/Mob. du 6 décembre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo un service des échanges commerciaux.

ART. 2. — Le chef du bureau des affaires économiques est nommé directeur du service des échanges commerciaux.

L'officier-gestionnaire de l'hôpital de Lomé est adjoint au directeur.

ART. 3. — Il est institué à Lomé un comité central des échanges commerciaux dont la composition est la suivante :

Président :

Le chef du bureau des affaires économiques, directeur du service des échanges commerciaux;

Membres de droit :

L'officier-gestionnaire de l'hôpital de Lomé, adjoint au directeur;

Le chef du service de l'agriculture;

Le chef du bureau des finances;

L'adjoint au chef du service des transports (transports par terre);

L'agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis (transports par mer);

Membres :

Deux agents de maisons de commerce;
Un notable planteur indigène;

Secrétaire :

Un fonctionnaire civil de l'ordre administratif.

ART. 4. — A l'intérieur du comité central fonctionnera une commission permanente composée comme suit :

Président :

Le chef du bureau des affaires économiques, directeur du service des échanges commerciaux;

Membres :

L'officier-gestionnaire de l'hôpital de Lomé, adjoint au directeur;

Secrétaire :

Un fonctionnaire civil de l'ordre administratif.

ART. 5. — Les membres du comité central non désignés en raison de leur fonction seront nommés par le Commissaire de la République sur la proposition du directeur du service des échanges commerciaux.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

Service annexe du ravitaillement

ARRETE N° 565/D. N. créant dans le territoire du Togo un service annexe du ravitaillement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction coloniale n° 482 D. N. du 8 avril 1933 sur le ravitaillement général en temps de guerre, modifiée par la circulaire ministérielle n° 1465 du 15 mars 1938;

Vu l'instruction générale du 15 février 1938 sur l'organisation du service des échanges commerciaux;

Vu les instructions locales n° 342/Mob. du 12 septembre 1938 et 545/Mob. du 6 décembre 1938;

Vu l'arrêté n° 444 du 26 août 1939 créant dans le territoire du Togo un service des échanges commerciaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo un service annexe du ravitaillement rattaché au service des échanges commerciaux.

ART. 2. — Le chef du service de l'agriculture est nommé chef du service annexe du ravitaillement.

ART. 3. — Il est institué à Lomé une commission consultative dont la composition est la suivante :

Président :

Le directeur du service des échanges commerciaux;

Membres :

Le président de la chambre de commerce;

Un commerçant français;

Le chef du service des douanes;

Le médecin-chef de l'hôpital de Lomé ou à défaut le pharmacien-chef;

Le chef du service des transports;

Un membre d'une société indigène de prévoyance du Territoire;

Le chef du service de l'agriculture, chef du service du ravitaillement en temps de guerre.

ART. 4. — Les membres de la commission consultative non désignés en raison de leur fonction seront nommés par le Commissaire de la République sur la proposition du directeur du service des échanges commerciaux.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 566/D. N. désignant des membres de la commission consultative du ravitaillement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction coloniale n° 482 D. N. du 8 avril 1933 sur le ravitaillement général en temps de guerre;

Vu l'instruction locale n° 342/Mob. en date du 12 septembre 1938 pour l'application de l'instruction coloniale précitée;

Sur la proposition du directeur du comité central des échanges commerciaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés comme membres de la commission consultative du service du ravitaillement en temps de guerre :

M.M. Bastard, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale;

Adjallé Jacob, vice-président de la Société Indigène de Prévoyance de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 567/D. N. créant une annexe du service du ravitaillement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction locale n° 342/Mob. du 12 septembre 1938 sur le ravitaillement général en temps de guerre;

Vu l'arrêté n° 565/D. N. du 27 août 1939 créant un service du ravitaillement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le cercle d'Atakpamé, une annexe du service du ravitaillement dans les conditions prévues par le titre IV, chapitre I, de l'instruction locale n° 342/Mob. du 12 septembre 1938 sus-visée.

ART. 2. — L'annexe d'Atakpamé, placée sous le contrôle du commandant de cercle, est dirigée par le chef de la circonscription agricole du centre.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

Aéronautique

ARRETE N° 445 confiant au capitaine d'infanterie coloniale, chef du bureau militaire, l'examen de toutes les questions relatives à l'aéronautique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du bureau militaire est substitué au chef du service des travaux publics et des transports dans l'examen de toutes les questions relatives à l'aéronautique.

ART. 2. — Le chef du bureau militaire dressera avant le 31 août 1939 l'inventaire de tous les terrains d'aviation et établira pour cette date un programme de mise en état, de surveillance, de protection et d'organisation de chacun d'eux.

ART. 3. — Le chef de l'aérodrome de Lomé ou son adjoint étant responsables de tous accidents qui viendraient à se produire par suite de négligence, devront obligatoirement assurer les fonctions de leur charge à l'aérodrome même. Une camionnette sera spécialement affectée à ce service et la liaison téléphonique devra être remise et maintenue en état de bon fonctionnement. En liaison avec le commandant du cercle de Lomé et le directeur de la prison, le chef du bureau militaire donnera tous ordres nécessaires pour que l'aérodrome de Lomé soit toujours tenu en parfait état de navigabilité.

ART. 4. — Le présent arrêté, qui abroge toutes les dispositions antérieures régissant la matière, entrera en vigueur le 28 août 1939.

Lomé, le 27 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

Réglementation de l'éclairage en temps de guerre

ARRETE N° 580/D. N. concernant la réglementation de l'éclairage privé et l'extinction des lumières.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'organisation de la défense contre le danger aérien dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 8 juin 1939;

Vu les instructions de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre de la guerre;

Considérant que l'obscurité complète constitue la meilleure protection des villes, usines, gares, etc. contre les attaques aériennes de nuit, qu'il ne servirait de rien de supprimer l'éclairage public si l'éclairage privé subsistait;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — *Ordres permanents.* — Dès l'apposition de la présente affiche, les mesures permanentes ci-après seront appliquées dans le territoire du Togo.

A) *Eclairage extérieur public et privé.* — Seules seront conservées les lumières extérieures indispensables à la circulation, au service d'ordre et au fonctionnement des chantiers. Leur nombre sera réduit au strict minimum, leur intensité sera diminuée autant que possible.

Toute source lumineuse établie en dehors des bâtiments devra être masquée vers le haut et sur les côtés au moyen d'un abat-jour noirci intérieurement et susceptible d'absorber tous les rayons lumineux se dirigeant vers les observateurs aériens.

Les verres, globes, etc., seront badigeonnés à la peinture bleue de façon à ne laisser filtrer qu'une lumière très diffuse. Au pied des supports, des becs et lampes, le sol sera recouvert de matière noire ou foncée non brillante (cendre, suie, etc.), pour éviter la réflexion de la lumière.

B) *Eclairage intérieur public et privé.* — Les ouvertures des locaux donnant sur le dehors, (fenêtres, portes, lucarnes, vitrages) devront être munies de moyens d'obturation mobiles tels que volets, persiennes, rideaux, panneaux d'étoffe, papiers opaques, interceptant toute lumière vers l'extérieur. Ces prescriptions s'appliquent aussi bien aux ouvertures donnant sur les cours intérieures des immeubles qu'à celles qui donnent sur la rue.

Les grandes baies vitrées des ateliers, des halls, etc., seront badigeonnées à la peinture bleue, de façon à ne laisser filtrer qu'une lumière très atténuée. Elles seront, en outre, munies de moyens d'obturation mobiles comme il est indiqué ci-dessus.

Les devantures des magasins seront éclairées le moins possible et pourvues de rideaux opaques.

Les enseignes lumineuses sont interdites.

Les cheminées d'usines seront recouvertes de chapeaux de tôle destinés à masquer les fumeurs du foyer.

Dans les hôtels, une consigne sera affichée dans les chambres, rappelant aux voyageurs les prescriptions de la présente affiche et les invitant à s'y conformer.

D'une façon générale, toutes les précautions ci-dessus seront prises à la tombée de la nuit et seront contrôlées par les soins des autorités locales (et de la gendarmerie, éventuellement).

Voitures publiques ou privées. — L'usage des phares est interdit lorsque les véhicules sont en station, lorsqu'ils se trouvent au voisinage ou à l'intérieur des agglomérations et des établissements isolés. Dans ce cas, les glaces des lanternes des véhicules devront être bleutées ou munies d'un dispositif amovible ne laissant passer que les rayons blancs horizontaux.

La vitesse à l'intérieur des agglomérations est réduite à 10 kilomètres.

Ordres éventuels en cas d'alerte. — En cas d'approche des aéronefs ennemis, l'autorité militaire ordonnera d'éteindre l'éclairage.

Les autorités civiles, les chefs d'établissements, la population, devront exécuter les ordres dès leur réception, strictement et sans délai.

Ces ordres d'extinction de l'éclairage sont portés à la connaissance des populations par les soins des administrateurs ou des chefs d'établissements à l'aide de signaux ou d'avis particuliers fixés par ces autorités en raison des moyens dont elles peuvent disposer.

Extinction des lumières. — Dès réception des ordres ou signaux prescrivant l'extinction de l'éclairage, les devantures des magasins seront fermées. L'obturation des ouvertures donnant sur l'extérieur (cour, rue, toiture, etc...) devra être vérifiée. L'éclairage extérieur sera entièrement supprimé ou réduit aux seuls becs indispensables au fonctionnement du service d'ordre et de secours.

Fin de l'extinction des lumières. — L'ordre de fin d'extinction des lumières sera porté à la connaissance des populations par des procédés analogues à ceux de l'ordre d'extinction.

Dès le reçu de cet ordre, l'éclairage normal du temps de guerre pourra être repris.

ART. 2. — Les commandants de cercle et administrateur-maire, les chefs d'établissements, le chef du service des travaux publics, le directeur de la police ainsi que les fonctionnaires et agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toute contravention au présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois en vigueur.

Lomé, le 28 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

Postes de T. S. F. privés

ARRETE N° 454 tendant à réglementer l'usage et le retrait des postes de T. S. F. de transmission et de réception.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté local n° 56 du 28 janvier 1930, portant réglementation des postes privés radioélectriques et des stations émettrices de radiodiffusion;

Vu les instructions ministérielles et les intérêts de la défense nationale;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdit dans tout le territoire du Togo la détention et l'usage de postes radioélectriques de transmission.

ART. 2. — Les maisons de commerce sont tenues :
1° — De déclarer au directeur de police dans les 24 heures les postes radioélectriques de transmission et de réception qu'elles auraient en magasin;

2° — De faire connaître au directeur de la police dans les 24 heures les noms des acheteurs desdits postes avec la date de sortie.

ART. 3. — Tout poste radioélectrique de réception appartenant à un particulier sera mis sous scellés par les autorités administratives, sur décision du Commissaire de la République après avis d'une commission désignée à cet effet.

Ces postes seront mis en dépôt dans les locaux administratifs suivants : à Lomé, à la station de T. S. F.; dans les autres localités du Territoire, dans un local administratif désigné par le chef de la circonscription administrative intéressée. Sur ces appareils, ou sur les enveloppes les enfermant, seront apposés, au moment de la mise en dépôt, les scellés réglementaires par un fonctionnaire ayant la qualité d'officier de police judiciaire. Ce fonctionnaire dressera aussitôt un procès-verbal constatant cette opération et contenant, en outre, les renseignements suivants : noms et adresse du propriétaire du poste et marque de ce poste. Un exemplaire de ce procès-verbal, qui sera classé dans les archives de la circonscription administrative intéressée, sera délivré aux intéressés par le fonctionnaire ayant apposé les scellés. Chaque poste mis sous scellés sera muni d'une étiquette portant les noms du propriétaire du poste.

ART. 4. — Toute infraction à ces prescriptions sera poursuivie et punie conformément à la loi.

ART. 5. — Le présent arrêté sera mis en vigueur immédiatement et son exécution sera assurée par les chefs des circonscriptions administratives, le directeur de la police et le chef de la subdivision radioélectrique à Lomé. Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1939.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPEEN

Nominations — Affectations

Par arrêté du ministre des colonies en date du 19 juillet 1939, a été nommé, après concours, dans le cadre général des travaux publics et des mines des colonies au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe, pour être affecté à la Guyane, M. Thivolle (Henri), géomètre de 3^e classe du cadre local du Togo.

M. Thivolle conserve dans ce grade un rappel d'ancienneté pour services militaires de 1 an 18 mois.

Les dispositions du présent arrêté auront effet pour compter de la veille du jour de l'embarquement de M. Thivolle pour sa nouvelle destination.

Ecole nationale de la France d'Outre-mer

LISTE, par ordre de mérite, des adjoints des services civils des colonies, admis au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer, à la suite du concours des 3 et 4 avril 1939.

.....
Chautard (Emile-Joseph), adjoint des services civils du Togo.
.....

Fréau (Max-Camille-Gérard), adjoint des services civils du Togo.

Méneau (Jean-Lucien-Pierre-André), adjoint des services civils du Togo.

Fait à Paris, le 31 juillet 1939.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

18 août 1939. — M. Mandon, René, surveillant de 3^e classe des travaux publics du Togo, assurera l'intérim du chef de la subdivision des travaux publics du nord durant l'absence de M. Dabezies, adjoint technique principal de 4^e classe des travaux publics des colonies, titulaire d'un congé administratif.

25 août 1939. — Le médecin lieutenant Adamy est mis à la disposition du médecin chef de la trypanosomiase, en remplacement du médecin lieutenant Merveille, appelé à d'autres fonctions.

Le médecin lieutenant Merveille, en service au secteur de la trypanosomiase, est mis à la disposition du médecin chef du service de santé du Togo.

Le médecin lieutenant Adamy devra accomplir au préalable à l'école de Ouagadougou un stage de deux mois.

PERSONNEL INDIGENE

Retraite

Par arrêté n° 438 du :

25 août 1939. — Sont admis d'office à la retraite, pour compter du 1^{er} juillet 1939, les agents ci-après :
M.M. Barboza Antoine, préposé de 6^e classe des douanes,

Ramano Francisco, maître-ouvrier de 7^e classe des travaux publics,
licenciés par suite de compression des effectifs par les arrêtés et décisions nos 507 et 30 des 14 septembre 1934 et 18 janvier 1935 et bénéficiaires des dispositions de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie.

Révocation

Par arrêté n° 431 du :

17 août 1939. — Sont révoqués de leur emploi pour compter du 20 juin 1939 :

Glélé Abigbai, caporal garde-frontière de 2^e échelon,
Amagan Amakoué, garde-frontière de 1^{re} classe,
Hounkpati Louis, garde-frontière de 1^{re} classe,
Anani Lokossa, garde-frontière de 5^e classe,
condamnés à des peines d'emprisonnement.

DIVERS

Affaires courantes

Par arrêté n° 432 du :

18 août 1939. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de la République en tournée du 18 au 23 août 1939.

Affectation spéciale

Classement — Radiation

Par décisions du Gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo en date des :

10 août 1939. — M. Moal (Henry), capitaine de réserve d'infanterie coloniale, appartenant à la classe 1910/1912, administrateur des colonies, chef de circonscription administrative, est rayé des contrôles de l'affectation spéciale pour compter du 16 juillet 1939, date de son départ en congé administratif.

26 août 1939. — M. Burluraux (Joseph-Marie), capitaine de réserve d'infanterie coloniale, appartenant à la classe 1914/1915, adjoint principal hors classe des services civils, adjoint au commandant du cercle d'Atakpamé, est rayé des contrôles de l'affectation spéciale pour compter du 26 août 1939, pour « nécessités d'encadrement ».

28 août 1939. — M. Gaudillot (Henri-François), capitaine de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8 (Dahomey) appartenant à la classe 1915/1916, du bureau de recrutement de Dijon, administrateur en chef des colonies, commandant du cercle d'Atakpamé, est classé dans l'affectation spéciale pour une durée de un mois, au titre du tableau n° 2 (circonscriptions administratives).

M. Valentin (Pierre), sous-lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8 (Dahomey), appartenant à la classe 1931/1934, du bureau de recrutement de la Seine (3^e bureau), administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République au Togo, est classé dans l'affectation spéciale pour une durée de trois mois, au titre du tableau n° 2 (services du commissariat).

Contraventions à la police du chemin de fer

Par décision n° 580 du :

23 août 1939. — Les agents indigènes du chemin de fer dont les noms suivent sont commissionnés à l'effet de constater les infractions à la police, à la sûreté et à l'exploitation du chemin de fer du Togo :
Mensah Joseph, chef station de 1^{re} classe, faisant fonctions de contrôleur.

Pofagi Marcel, chef station de 3^e classe, faisant fonctions de contrôleur.

Ocloo Andréas, chef station de 3^e classe, faisant fonctions de contrôleur.

Dedry Vincent, facteur-enregistreur de 1^{re} classe, chef de gare.

Brenner Frédéric, facteur-enregistreur de 3^e classe, chef de gare et agent spécial voie unique à Agbonou.

Ces agents ont prêté serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé à l'audience du 19 mai 1939.

Films cinématographiques

Par décision n° 590 du :

28 août 1939. — Une commission composée de :

M. de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives *Président*

M.M. Berard, chef du bureau des finances,
Siro, chef du service de l'enseignement,
R. P. Blondé, directeur de l'école professionnelle de la Mission Catholique, *Membres*

M.M. Brassard, ingénieur radioélectricien,
de Guise, chef-adjoint du cabinet,
Sylvanus Olympio, commerçant,
Savi de Tové, notable,

est chargée :

1° — d'arrêter la liste des films susceptibles d'être achetés ou loués par le Territoire et dont la projection aurait un but instructif ou éducatif;

2° — de déterminer les prises de vues qui pourront être effectuées dans le même but par le Territoire.

La présente commission se réunira sur convocation de son président.

Indigénat

Par décision n° 582 du :

23 août 1939. — L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M. Terrac, chef de la subdivision de Tsévié pour la durée de ses fonctions.

Justice indigène

Par arrêté n° 435 du :

24 août 1939. — M.M. Lhuissier, Louis, chef ouvrier d'art des travaux publics, et Chippaux, Claude, médecin-lieutenant des troupes coloniales, sont nommés assesseurs européens près le tribunal criminel du cercle d'Atakpamé, en remplacement de M.M. Pallarès, Martin, et Moindrot, Sylvain, rentrés en congé.

Postes de T. S. F. privés

Par décision n° 597 du :

31 août 1939. — Les commissions prévues à l'article 3 de l'arrêté n° 454 du 30 août 1939 se composent :

1° — à Lomé de :

M. De Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives *Président*

Mgr. Cessou, Vicaire Apostolique de Lomé,
M.M. Le capitaine, chef du bureau militaire,
L'administrateur-maire,
Le procureur de la République,
Le directeur de la police,
Le chef de la station radiotélégraphique, *Membres*
Tamakloé, président du conseil des notables de Lomé,
Sylvanus Olympio, notable.

2° — dans chaque chef-lieu de cercle de :

M. Le commandant de cercle *Président*

Un fonctionnaire ou notable européen,
Un fonctionnaire ou notable indigène, *Membres*
Tous deux désignés par le commandant du cercle.

Ces commissions se réuniront sur la convocation de leurs présidents.

Protection de l'enfance indigène

Par décision n° 583 du :

23 août 1939. — Une subvention de six mille frs. (6.000 frs.) est accordée à l'Union des Femmes de France (Croix Rouge Française) pour la protection de l'enfance indigène.

Société

Par arrêté n° 436 du :

24 août 1939. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société dénommée « Lawn Tennis Club » dont le siège est à Palimé et dont le but est la pratique des sports et du tennis en particulier.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Prix de gros de diverses marchandises

			5 Août 1939	12 Août 1939
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	321,—	321,—
Avoines	—	—	64,37	62,37
Seigles de Beauce (départ)	—	—	92,50	91,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	81,—	86,—
Maïs Indochine	Marseille	—	90,25	90,25
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	46,—	45,—
Riz, Saigon n° 1	Le Havre	—	—	125,50
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	602,50	602,50
Bœuf	La Villette	kg.	11,60	11,70
	—	—	10,70	10,80
Veau	—	—	16,10	15,80
	—	—	14,40	14,10
Mouton	—	—	20,20	19,90
	—	—	16,20	16,—
Porc	—	—	14,14	14,28
	—	—	12,86	13,—
	—	—	16,—	—

				5 Août 1939	12 Août 1939
Vin rouge, Béziers 9°		Le degré hectol.			
Beurres	Charente, Poitou	Paris	kg.	19,08	18,36
	Normandie, (centr.)	—	—	18,55	17,67
Fromages	Comté	—	—	10,83	11,13
	Port-salut	—	—	8,92	8,75
Huile arachide supérieure		Marseille	100 kgs.	570,—	590,—
Huile d'olive Tunisie		—	—	—	—
Sucre	Blanc n° 3	Paris	—	344,—	340,50
	Raffiné	Lyon	—	622,50	617,50
Café Santos good à l'entrepôt		Le Havre	50 kgs.	227,—	226,50
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt		—	—	—	179,—
Fonte de moulage n° 3		Base Longwy	la tonne	679,30	679,30
Aciers marchands		Paris	100 kgs.	180,—	180,—
Cuivre en lingots		Le Havre	—	1.047,—	1.032,—
Etain Détroits		—	—	4.783,—	4.783,—
Plomb, marques ordinaires		—	—	367,—	366,—
Zinc, bonnes marques		Le Havre ou Paris	—	357,—	354,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord		—	la tonne	184,85	184,85
Coton américain		Le Havre	50 kgs.	418,—	408,—
Laine peignée		Roubaix	kg.	35,40	35,20
Lin de Russie C. A. F. ports français		—	100 kgs.	1.590,91	1.590,91
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe		—	—	719,70	719,70
Jute First mark, C. A. F. ports français		—	—	382,83	379,80
Soie grège, Cévennes		Lyon	kg.	243,50	243,50
Peaux de bœufs	Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	307,81	307,81
	Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	—	245,—
Cuir à semelle		Paris	kg.	41,50	41,50
Suif indigène		—	100 kgs.	267,68	267,68
Alcool dénaturé		—	hectolitre	380,—	380,—
Carbonate de soude		—	100 kgs.	110,—	110,—
Nitrate de soude synthétique		Dunkerque	—	136,—	134,50
Benzol		Paris	—	297,12	297,12
Bois de charpente	Sapin madrier	—	le mètre	10,10	10,10
	Chêne	—	le m3.	676,77	676,77
Caoutchouc		—	kg.	14,40	14,45
Savon blanc extra 72%		Marseille	100 kgs.	325,—	325,—
Sulfate de cuivre		Bordeaux	—	290,—	290,—
Ciment Portland artificiel		Départ usine	la tonne	310,70	310,70

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Droit d'association des militaires

Paris, le 27 juin 1939.

LE MINISTRE DES COLONIES,

à M. M.
Les Commissaires de la République au Togo et au Cameroun.

*CIRCULAIRE MINISTERIELLE n° 935 I/D. S. M.
relative aux autorisations accordées à certaines asso-
ciations de recevoir parmi leurs membres des militai-
res en activité de service.*

Par circulaire n° 18.257/K. du 18 novembre 1938, insérée au bulletin officiel du ministère de la guerre (P. S. P. n° 48, page 2.466) le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre a décidé de procéder à une révision générale des autorisations antérieurement accordées aux associations, fédérations et sociétés relevant de la loi du 1^{er} juillet 1901, d'admettre parmi leurs membres des militaires de l'armée active.

Tenant compte des raisons qui l'ont provoquée, j'ai décidé d'étendre les dispositions de cette circulaire à l'ensemble des colonies et territoires relevant de mon administration.

En conséquence, toutes les autorisations antérieures sont annulées.

Toutes les associations, fédérations et sociétés constituées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 ou à la réglementation en vigueur dans les colonies, et désireuses d'admettre parmi leurs membres des militaires en activité de service, adresseront au comman-

dant supérieur des troupes (1) de la colonie sur le territoire de laquelle est situé leur siège, une demande sur papier timbré accompagnée des statuts de l'association intéressée.

Le commandant supérieur, après avoir mentionné ses observations, transmettra les dossiers au chef de la colonie, qui me les adressera avec son avis.

La liste des sociétés, dont les demandes auront été accueillies sera publiée au bulletin officiel des colonies.

*

* * *

Ultérieurement, les militaires qui désireront obtenir l'autorisation d'adhérer à une de ces sociétés, adresseront à leurs chefs hiérarchiques, une demande sur laquelle il sera statué :

- Pour les officiers généraux et les commandants supérieurs des troupes aux colonies, par le ministre des colonies;

Pour les officiers, par le commandant supérieur (1);

Pour les sous-officiers et hommes de troupe par le chef de corps.

Les autorisations, ainsi délivrées, comportent toujours l'interdiction de faire partie des bureaux. Un membre de l'armée, officier, sous-officier ou homme de troupe, ne doit pas occuper, en effet, dans une association civile, un rôle prépondérant qui risquerait de l'engager dans les polémiques, dans des actions judiciaires, etc... aussi nuisibles aux intérêts de la discipline qu'à ceux du service.

Georges MANDEL.

(1) Commandant des forces de police au Cameroun.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Plan de campagne agricole 1940-1941

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

A. M. le Chef du Service de l'Agriculture Lomé.

Je prie M. le chef du service de l'agriculture de se rendre en tournée dans les cercles de Klouto, d'Atakpamé et de Sokodé, aux fins de dresser, en collaboration avec ses propres collaborateurs, ainsi qu'avec les présidents des sociétés de prévoyance et des sections des sociétés de prévoyance, le projet de plan de campagne agricole pour 1940 et 1941. Ce plan de campagne devra être établi avec le souci d'enclencher une politique économique des plus actives en vue d'obtenir une production sans cesse croissante.

Toutes les fois que les conditions sociales le permettront; des essais de culture à traction mécanique ou animale devront être tentés, car le daba seul est impuissant à donner aux agriculteurs le juste fruit de leur lourd labeur.

En ce qui concerne les essais de traction animale, il y aurait intérêt à ce que vous puissiez vous rencontrer avec l'inspecteur vétérinaire, que j'autoriserai à se rendre à cet effet à Sokodé. A cette occasion il pourra être discuté de l'association agriculture-élevage, préconisée par le vétérinaire dans son plan de campagne pour 1940, dont le principal but consiste dans la création de pâturages dans les régions pouvant convenir à l'élevage du bétail.

Des semences sélectionnées en des silos modernes, des engrais préparés sur place, une collaboration de plus en plus étroite sur le terrain entre les agents de l'agriculture, de l'administration territoriale et les agriculteurs, sont seuls susceptibles d'obtenir les résultats escomptés.

Vous devrez établir l'inventaire général de la production agricole dans chacune des sections des sociétés de prévoyance avec le concours de l'inspection des produits, du service de l'enseignement et de vos agents.

Dans cet ordre d'idées, j'attire votre attention sur le fait que vous êtes désigné en qualité de chef du service du ravitaillement en temps de guerre. Vous êtes chargé à ce titre d'établir un plan de ravitaillement par régions naturelles et un journal de mobilisation, qui jusqu'ici ne sont pas parvenus au secrétariat permanent de la défense du territoire.

Le travail que vous aurez à effectuer visera en conséquence deux buts : inventaire au point de vue économique et recensement au point de vue défense nationale.

Vous continuerez à veiller à la mise à jour des cahiers de culture par section dont j'avais ordonné l'établissement peu après mon arrivée au territoire. Lors de l'ouverture des délégations économiques en novembre 1937, je m'exprimais ainsi :

« Une sécurité d'informations dans le cadre de la section reposant sur une méthode commune, sera à la base de la politique agricole de demain. En cas de crise nous pourrions donner un avertissement opportun et prendre des mesures préventives, pour éviter le dérèglement trop violent des bases de rémunération du producteur et du commerce ».

Au moment de votre départ en congé en août 1938, je vous ai tenu informé des soucis du gouvernement en ce qui concerne la production du coton.

Vous voudrez bien vous reporter au discours que j'ai prononcé le 9 novembre 1938 devant le conseil économique et financier du territoire en ce qui concerne l'effort que le territoire est résolu à entreprendre dans ce domaine. Quatre nouveaux villages cotonniers ont été créés entre la route intercoloniale de Blitta à Sokodé et le Mono. Après le stade de l'organisation de ces 4 campements, il convient d'aborder de toute urgence l'organisation des terrains de culture et, à cet effet, il est indispensable de mettre en œuvre le programme de prophylaxie agronomique (1) que j'ai prescrit dans ce quadrilatère et qui tend à dessoucher, nettoyer, amender un ilot de 50 hectares par village, ce qui fait en tout 200 hectares pour les quatre villages.

Le matériel nécessaire devra être commandé sans délai en vue d'obtenir des résultats encourageants dès 1940.

D'autre part, dès que la documentation, que je désire réunir concernant ce produit, sera au point, je réunirai à Atakpamé, sous votre présidence, une conférence à laquelle assisteront, outre les délégués des sections des sociétés indigènes de prévoyance intéressées, les représentants des maisons de commerce exportatrices et le chef du bureau des affaires économiques.

Vous examinerez à Lama-Kara l'usine d'égrenage de coton appartenant au territoire et qui avait été confiée à l'A. C. C. mais que cette dernière n'a

(1) Ce programme tend essentiellement à assainir, à assécher une région marécageuse en certains points en dehors bien entendu de toute autre préoccupation médicale dont les objectifs sont recherchés par le service de santé du Territoire et le service de la trypanosomiase A. O. F. et Togo.

pu mener à bonne fin. Vous rechercherez à Sokodé un emplacement pour cette usine d'égrenage avec le matériel déjà existant à Lama-Kara. Cette usine qui, dans mon esprit, ne doit pas tendre à concurrencer les industries locales similaires, sera confiée à l'école professionnelle de Sokodé; une école annexe de filature permettra la transformation du produit en coton hydrophile pour toutes les formations sanitaires du territoire et en couvertures pour ces paysans nus des régions kabraisées et lossos que le froid et l'humidité déciment périodiquement.

Dans ce programme d'ordre absolument général et dont les grandes lignes vous ont été tracées ci-dessus, je tiens néanmoins à attirer particulièrement votre attention sur certains points particuliers qui ont une importance capitale pour l'économie du territoire.

Vous connaissez suffisamment les cercles du nord pour comprendre l'intérêt majeur qui s'attache au développement de la culture des arachides dans des régions où ce produit constitue la ressource sinon unique du moins essentielle.

Le commandant de cercle de Mango, que vous rencontrez à Sokodé, vous exposera ses inquiétudes et ses préoccupations concernant l'avenir de cette production. Il vous appartiendra, dans les entretiens que vous aurez avec lui, d'étudier les moyens de vaincre les difficultés, qu'il redoute, en cherchant à concilier et les intérêts du commerce local et ceux des agriculteurs.

Une autre culture, qui intéresse particulièrement les régions occidentales des cercles d'Atakpamé et de Klouto, celle du caféier, a fait l'objet d'encouragements substantiels depuis le début de cette année. Des subventions appréciables, tant pour le développement du Niaouli que pour celui de l'Arabica, ont été accordées aux sociétés de prévoyance de ces régions, pour l'exécution d'un programme rationnel, dont l'élaboration a été le résultat d'échanges de vue entre le chef de service de l'agriculture intérimaire et les sections des Sociétés indigènes de prévoyance.

Les sociétés indigènes de prévoyance d'Atakpamé et de Klouto disposent respectivement, pour cette réalisation, des sommes de 77.161 frs. et 132.000 frs.

Etant donné l'importance de ces sommes, et compte tenu de votre grande expérience des cultures arborescentes, je vous prie de veiller avec une grande attention à la réalisation dans les meilleures conditions du programme fixé.

Vous profiterez de votre passage à Palimé pour régler définitivement la question de l'installation, dans ce centre, de l'usine pour le traitement du café, dont la chambre de commerce a fait don au territoire.

Cette affaire a fait l'objet de ma note de service n° 1081 en date du 9 juin. J'attacherais du prix à être renseigné sur la suite qui lui a été réservée.

De même, je vous demanderai de voir, avec le chef de la circonscription agricole du centre, où en est l'étude, que je lui avais prescrit d'effectuer par T. O. n° 205 du 20 mai dernier, concernant l'établissement éventuel de plantations de palmiers sélectionnés dans la vallée de l'Anié.

Les autres questions dont je vous ai entretenu touchant le labour à Akata, la mise au point de la station de Tové, la recherche d'un emplacement idoine

pour l'école d'agriculture de demain, la culture et la recherche de la technologie du café, etc... devront être étudiées par vous en collaboration avec le conseil d'administration des sociétés de prévoyance et des sections des sociétés de prévoyance de chaque cercle.

Je vous autorise à quitter Lomé le 4 août. Je vous laisse juge de votre itinéraire et de votre emploi du temps.

Je vous serai obligé de me faire tenir le 31 août :
1^o — Votre rapport de tournée;
2^o — Votre premier projet de plan de campagne agricole pour 1940 et 1941.

Lomé, le 1^{er} août 1939

L. MONTAGNE.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Domaines

Par arrêté n° 433 bis du :

23 août 1939. — Est approuvé le projet de lotissement du terrain appartenant à la Société Générale du Golfe de Guinée, — SGGG — objet du titre foncier n° 146 du cercle de Lomé.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

sur

LES OPÉRATIONS

des banques coloniales d'émission

pendant

l'exercice 1936-1937 et l'exercice 1937

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

I. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Se déroulant du 1^{er} juillet au 30 juin, l'exercice dont nous allons placer les résultats sous vos yeux, a bénéficié de toutes les circonstances favorables qui ont, pour nos colonies, marqué la fin de l'année 1936 et le début de l'année 1937 et qui tiennent tant à la hausse des matières premières en valeur absolue qu'à la prime temporaire qu'apporte la dévaluation jusqu'au rajustement des prix intérieurs. De par sa structure même, l'exercice 1936-1937 a pris aux deux années ce qu'elles avaient de plus avantageux sans être influencée par la dépression dont nous avons décrit sommairement ci-dessus le processus et les répercussions.

Le commerce général de nos possessions africaines a, donc, enregistré d'importants progrès et à, quant à de nombreux postes, atteint et même dépassé en quantité et en valeur (valeur qu'il faut, il est vrai, ramener à l'échelle du franc déprécié) les chiffres des dernières années d'avant-crise.

Le pouvoir d'achat des populations s'étant accru, les tonnages importés ont enregistré un relèvement rapide, accompagné d'une hausse plus lente de valeur; par contre, les quantités exportées n'ont augmenté que lentement, tandis que les prix marquaient une « pointe » assez abrupte.

Phénomène facilement explicable si l'on songe que, provenant pour la plus grande part de la métropole, les produits d'importation ont connu une certaine lenteur dans la réadaptation des prix, tandis que, vendues aux cours mondiaux, les matières premières exportées bénéficiaient aussitôt du relèvement des prix aussi bien

en valeur relative (dévaluation du franc) qu'en valeur absolue.

L'observation d'ensemble qui se dégage, par ailleurs, est que, si l'on compare aux chiffres de l'année 1929 (année qu'on peut considérer comme l'année-témoin d'avant-crise) ceux de 1937, on constate pour des valeurs nominalement égales une hausse sensible (près de 50 p. 100) des quantités importées et exportées, preuve d'un accroissement d'activité que n'a pas découragé la baisse des produits en valeur or.

Le tableau ci-dessous opère le rapprochement entre les chiffres (valeurs) de l'année-témoin et ceux des années 1936 et 1937 :

ANNÉES	A. O. F.	A. E. F.	TOGO	CAMEROU	TOTAL
Millions de francs					
Importations :					
1929	1.532	277	102	194	2.105
1936	970	178	47	126	1.321
1937	1.536	240	80	260	2.116
Exportations :					
1929	1.328	152	84	170	1.734
1936	980	162	44	168	1.354
1937	1.376	588	76	264	2.304

Quant au cours des produits ils ont, avec des fluctuations ou une courbe assez lente pour certains d'entre eux, connu, au cours de l'exercice, des relèvements appréciables.

C'est ainsi que certains produits ont presque doublé en francs : le café est passé de 120 francs à 230 francs les 50 kilogrammes au Havre; les palmistes ont progressé de 815 francs à 1.520 francs à Marseille et atteint un moment 1.960 francs; le coton s'est relevé de 256 francs à 416 francs, le sisal de 26 livres à 28 £ 6, avec une pointe de 30 livres (soit en francs de 2.000 francs à 4.000 francs).

Le cacao a connu des cours plus incertains, passant de 131 francs à 315 francs et revenant de ce chiffre à 233 francs. Quant à l'arachide, elle est loin d'avoir bénéficié d'une tendance constante à la hausse : partie de 116 francs, elle est montée à 145 francs pour retomber à 120 francs puis revenir assez lentement à 150 frs.

Si l'on passe rapidement en revue l'activité de nos diverses colonies d'Afrique, on est conduit aux constatations suivantes :

Le Sénégal a connu, au cours de la campagne 1936-1937, un relèvement important du tonnage exportable de sa production maîtresse : l'arachide.

Les quantités de graines susceptibles d'être expédiées sur les marchés extérieurs ont, en effet, atteint 590.000 tonnes contre 465.000 tonnes en 1935-1936 et 390.000 tonnes en 1934-1935, soit une augmentation de 27 p. 100 sur la dernière année et de 51,28 p. 100 sur l'avant-dernière.

La « traite » n'a cependant pas été exempte « d'accoups », tant du point de vue des prix que sous l'angle des possibilités d'absorption par le marché métropolitain.

Un décalage prématuré de la proportion entre graines coloniales et graines étrangères à absorber par l'industrie de l'huilerie (nous rappelons qu'un système très efficace a été instauré, qui impose à l'importateur national d'absorber un pourcentage donné de graines coloniales pour pouvoir importer une quantité corres-

pondante de graines étrangères) a ralenti le rythme des exportations et amené un certain flottement dans les prix.

On a même pu craindre un moment que les stocks invendus ne viennent peser assez lourdement sur les transactions de l'inter-récolte.

Un accord à point venu entre les producteurs a permis, cependant, de résorber l'arriéré à des cours raisonnables et a éloigné la menace d'avilissement des prix qui planait sur la période de la « soudure ».

Ce contre-temps a néanmoins été cause que de nombreuses réalisations aient été effectuées à des cours faiblement rémunérateurs et que le commerce local n'ait pas retiré des transactions de la campagne de « traite » les bénéfices que laissaient espérer l'amélioration générale des cours des matières premières.

Au Soudan, la situation économique a été satisfaisante. La récolte d'arachides a enregistré une intéressante progression, passant de 55.000 tonnes à 85.000 tonnes (de coques) d'une campagne à l'autre.

La « pointe » des cours du sisal a encouragé l'exportation de la fibre et permis de supprimer la prime jusqu'ici accordée à cette production.

En Guinée, la production d'or s'est maintenue au niveau de l'année précédente avec, bien entendu, des cours de réalisation majorés par la baisse du franc. Par ailleurs, la production principale de la colonie : la banane, a enregistré une appréciable progression : 50 p. 100, avec 45.000 tonnes en 1937 contre 31.000 tonnes l'année précédente. Mais l'irrégularité des cours de ce fruit reste très grande.

Comme nous l'avons souligné dans un de nos précédents rapports, l'époque annuelle d'arrivée du fruit guinéen sur le marché métropolitain (époque d'abondance des fruits du terroir) constitue un lourd handicap qui se traduit souvent par une baisse sensible des cours. Enfin — question qui n'est pas spéciale à la Guinée, mais qui intéresse toutes les colonies productrices — l'essor remarquable de la production bananière coloniale pose, en dépit de l'arrêt des importa-

tions espagnoles, des problèmes délicats de concurrence intercoloniale dont la solution pourrait nécessiter tôt ou tard une intervention des pouvoirs publics.

La Côte d'Ivoire a sensiblement développé sa production et a bénéficié de l'amélioration des cours de ses principaux produits d'exportation.

Le cacao y a progressé légèrement en quantité (49.700 tonnes contre 43.500 tonnes) et s'est vendu à des prix assez rémunérateurs. Le café a également connu un accroissement en quantité (25 p. 100) et en valeur.

Il convient de noter, enfin, une augmentation sensible de la production de bananes et d'arachides.

Le relèvement des cours des oléagineux, et en particulier de ceux des palmistes et de l'huile de palme, a apporté au Dahomey et au Togo un appréciable renouveau d'affaires.

Quant au Cameroun, il poursuit un essor économique qu'il est, dans les conjonctures présentes, important de souligner. Ses principales productions : cacao, palmistes, café, bananes sont en notables progrès aussi bien en quantité qu'en qualité.

L'or récolté dans cette possession pendant l'année en cause a atteint 339 kilogrammes contre 62 kilogrammes l'année précédente.

Dans l'ensemble, la valeur des produits exportés a enregistré une augmentation de plus de 70 p. 100.

L'Afrique équatoriale française, enfin, qui vient, par la création du Congo-Océan, de compléter d'heureuse façon son outillage économique, fait de louables efforts pour mettre en valeur les richesses de son sol et de son sous-sol.

Les récoltes de coton, de palmistes et de café ont été particulièrement bonnes.

Quant au cacao, exploitation qui n'est qu'à ses débuts, il a donné durant la période envisagée des résultats encourageants, puisque le tonnage exporté a progressé de 446 tonnes à 806 tonnes.

Par ailleurs, les prospections d'or se poursuivent avec activité et permettent d'envisager des perspectives intéressantes.

L'exploitation essentielle de la colonie reste, cependant, le bois, dont, après un ralentissement à la fin de l'année 1936, l'exportation (1) a connu une recrudescence durant le 1^{er} semestre de 1937. Mais, exportée pour une part très importante sur le marché allemand, cette production est soumise aux graves aléas provenant, pour un pays à change étroitement contrôlé, de la rarefaction des devises disponibles. Cette situation, que nous avons maintes fois signalée dans nos précédents rapports, fait planer, sur l'activité de notre possession, une menace constante qui apparaît quelque peu incompatible avec les conditions de certitude et de régularité qui doivent être à la base d'une saine économie.

* * *

Du point de vue de l'activité générale de l'institut d'émission, l'exercice « sous revue » a été marqué par un nouveau développement de son compartiment d'escompte, désormais protégé contre les transferts abusifs par une taxe de change dont nous avons décrit le mécanisme dans nos précédents comptes rendus (2) et un accroissement sensible de ses opérations productives avec, par voie de conséquence, un essor remarquable de la circulation fiduciaire (augmentation de 265 millions).

(1) Le chiffre des exportations a été de 280.000 tonnes en 1936 et de 350.000 tonnes en 1937, pour l'okoumé.

(2) Cf. rapports des exercices 1934-1935 et 1935-1936.

Les escomptes, qui s'élevaient en 1935-1936 à 666.475.000 francs environ, se retrouvent en 1936-1937 à 1.444.334.000 francs, soit une augmentation de 116 p. 100, tandis que les transferts ne progressent que de 133 millions à 177.400.000 francs, soit une augmentation de 33 p. 100.

Parallèlement, les portefeuilles moratoriés qui pesaient et qui pèsent encore sur la situation de l'établissement privilégié, ont connu du fait de la dévaluation un accroissement sensible de la cadence d'amortissement.

Parmi ces effets, une mention spéciale doit être accordée à l'arriéré des créances sur la Banque Française de l'Afrique, qui, ainsi que nous l'avons exposé il y a quelques années, sont soumises à un système particulier de comptabilité.

En exécution de l'article 5 de la Convention du 26 juin 1931 approuvée par la loi du 12 avril 1932, la Banque a, d'accord avec le Département des Colonies et par une inscription d'égale somme au débit de son compte « Emission de billets », fait disparaître de son bilan le reliquat du portefeuille moratorié B. F. A. qui s'élevait à 71.076.490 frs. 60.

Aux termes du même article, les recouvrements qui seront désormais effectués doivent être versés à nos colonies d'Afrique et viendront, dans une certaine mesure, compenser pour elles la privation du bénéfice des billets adirés. La contre-valeur de ces billets est, en effet, appliquée par la Convention à l'amortissement de la différence entre les récupérations réalisées sur les coobligés signataires des effets et le montant du portefeuille moratorié, le Trésor s'engageant à parfaire la différence entre les divers encaissements (versements des coobligés avant le 30 juin 1936 et produit des billets adirés) et le montant de la première « ponction » (75 millions) pratiquée sur le compte « Emission de billets ».

Il convient de souligner, ici, que tandis que la Convention a prévu, en faisant entrer une seconde fois en jeu le débit du compte « Emission de billets », l'apurement complet en écriture des effets moratoriés B. F. A. portés par la B. A. O., la garantie du Trésor prévue par le même texte contractuel ne porte que sur le premier prélèvement de 75 millions.

Il ne semble donc pas douteux que les rédacteurs de ce texte ont entendu limiter à cette somme (diminuée comme il a été précisé ci-dessus) la couverture au moyen des deniers publics du déficit final laissé par les opérations de la B. F. A.

Mais les inscriptions afférentes au portefeuille moratorié, portant l'endos de cette banque, ayant disparu du bilan de l'institut d'émission, il n'apparaît pas — et, sur ce point, le Département des Colonies a correctement interprété les textes — qu'il y ait lieu d'envisager le règlement de cette question avant l'arrivée à l'expiration du privilège de l'établissement.

A titre indicatif, nous rappelons que les encaissements effectués sur les coobligés B. F. A. depuis le début du fonctionnement de la Convention jusqu'au 30 juin 1936 se sont élevés à 41.129.517 frs. 71.

Mais le meilleur papier ayant été apuré au début, la cadence des recouvrements doit tendre normalement à se ralentir.

Pour ce qui est de l'arriéré « porté » par la Banque au titre des divers réescomptes B. C. A., l'amélioration de la situation économique a permis des rentrées intéressantes qui se sont totalisées à 4.919.742 frs. 36 pendant l'exercice 1936-1937.

Le portefeuille propre de la B. A. O. portant l'endos de la B. C. A., qui était de 72 millions à

l'origine, se trouvait ramené au 30 juin 1937 à 28.911.702 francs 09.

Enfin, les résultats bénéficiaires de l'exercice ont enregistré, par rapport à ceux de l'exercice précédent, une importante progression indice d'une amélioration sensible des affaires de l'établissement. Ils s'élevaient à 4.414.707 frs. 14 au 30 juin 1937, contre 1.919.566 frs. 66 au 30 juin 1936.

*

* *

II. ACTIVITÉ MONÉTAIRE ET BANCAIRE.

Résultats généraux de l'exercice

1^o *Capital et réserves.* — Aucun changement dans le capital de la banque, qui est nominale de 50 millions de francs sur lesquels 38.750.000 francs, se décomposant en :

a) 35 millions représentés par 70.000 actions entièrement libérées;

b) 3.750.000 francs correspondant à 30.000 actions nouvelles libérées du quart, sont effectivement versés.

Quant aux réserves, elles s'élèvent, au 30 juin 1937, au chiffre de 22.373.706 frs. 75 contre 21.423.565 frs. 70 au 30 juin 1936, soit une augmentation de 950.141 frs. 05 (l'accroissement de l'an dernier n'avait été que d'un peu plus de 265.000 francs).

2^o — *Opérations de la Banque.* — Les principaux postes du bilan de l'établissement sont tous en progression.

Tandis que les virements d'Europe, opérations improductives, qui jadis concurrençaient lourdement les escomptes et avances de la Banque, n'enregistrent qu'une avance de 26.603.319 frs. 41 (200.370.474 frs. 32 en 1936-1937 contre 173.767.154 frs. 91 en 1935-1936), soit environ 15 p. 100, les opérations d'avances, d'escomptes et de recouvrement marquent un progrès de 154.912.545 frs. 12 (605.632.357 frs. 62 en 1936-1937 contre 450.719.812 frs. 50 en 1935-1936), soit environ 34 p. 100,

Quant aux escomptes sur l'Europe, ils passent de 463.221.864 frs. 73 en 1935-1936 à 1.392.821.794 frs. 98 en 1936-1937, faisant un bond énorme de 929.599.930 frs. 25 (200 p. 100), indice d'une augmentation considérable du mouvement des crédits d'exportation. Ces avances sont, en général, solidement garanties par des avais de banque de premier ordre.

Les tirages sur l'Europe (opérations de transfert Afrique-Europe) sont aussi en progression sensible avec 1.073.164.906 frs. 17 en 1936-1937 contre 596.704.027 frs. 85 en 1935-1936; augmentation: 476.460.878 frs. 32, soit 80 p. 100 environ.

Enfin, les opérations intercoloniales passent de 162.289.792 frs. 99 à 183.229.993 francs.

3^o — *Circulation fiduciaire.* — La circulation fiduciaire de la banque a, du fait de la dévaluation, connu une augmentation considérable; elle passe de 435.158.640 francs au 30 juin 1936 à 700.893.165 frs. au 30 juin 1937, soit un accroissement de 265.734.525 francs, c'est-à-dire de plus de 60 p. 100.

Le chiffre de cette circulation est d'ailleurs, en réalité, plus élevé, puisque l'ensemble des « ponctions » opérées au titre des accords B. F. A. représente plus de 146 millions.

Le maximum de la circulation, qui avait été :

En février 1936, de 530.295.175 francs

A été en février 1937 de 876.884.870 francs

La comparaison entre le total des coupures de 1.000, de 500 et 100 francs et celui des billets de 50, 25 et

5 francs révèle une nouvelle et importante avance en faveur de la 2^e catégorie. Le record est détenu par les billets de 5 francs qui s'inscrivent à 246.937.015 francs,

Ces coupures, instrument des petites transactions, indispensables dans ces pays de gains modestes et de thésaurisation assidue, pénètrent de plus en plus parmi les masses indigènes, chez lesquelles ils ont remplacé l'antique « gourde » (pièce de 5 francs en argent) aujourd'hui complètement disparue dans les cachettes.

Aux époques de la « traite », le billet de 5 francs fait prime et le change en cette monnaie est donné avec un « escompte » clandestin. La B. A. O. a dû faire face à d'énormes demandes de ces coupures, et pour satisfaire les besoins faire intensifier les fabrications de la Banque de France.

Les chiffres comparés sont :

Coupures de 1.000 francs, 500 francs et 100 francs	277.408.500 francs
Coupures de 50 frs., 25 frs. et 5 francs	423.484.665
Soit en plus pour la 2 ^e catégorie	146.076.165 francs

contre 82.937.840 francs, l'année précédente.

Le maximum de la garantie de la circulation fiduciaire est resté un peu inférieur à celui de l'an dernier (46 p. 100 contre 49 p. 100), mais la couverture n'est jamais descendue au-dessous de 39 p. 100, proportion nettement supérieure au minimum légal qui est de 33,3 p. 100.

4^o — *Résultats bénéficiaires.* — Comme nous venons de le signaler, le chiffre des bénéfices nets de la banque a réalisé, au cours de l'exercice 1936-1937, un progrès considérable.

Bénéfices au 30 juin 1936 :

1 ^{er} semestre	911.764 frs. 69
2 ^e semestre	1.007.801 frs. 97
	1.919.566 frs. 66

Bénéfices au 30 juin 1937 :

1 ^{er} semestre	1.377.707 frs. 14
2 ^e semestre	3.037.000 frs. 00
	4.414.707 frs. 14

Soit une augmentation de 2.495.140 frs. 48

c'est-à-dire 129,6 p. 100.

Par rapport à 1935, l'augmentation est de 488 p. 100. Les bénéfices de l'exercice 1936-1937 ont été répartis comme suit :

Bénéfices	4.414.707 frs. 14
Réserve statutaire (prélèvement de 5 p. 100)	220.735 frs. 35
Réserve supplémentaire (prélèvement de 10 p. 100)	441.470 frs. 71
Actionnaires	3.752.501 frs. 08
TOTAL ÉGAL	4.414.707 frs. 14

Chaque action entièrement libérée a reçu un dividende de 40 frs. 94, et celles libérées du quart 10 frs. 23, ce qui représente une rémunération légèrement supérieure à 8 p. 100 net contre 4 p. 100 brut l'exercice précédent.

Le montant des redevances revenant à l'Etat, au cours de ces deux semestres, a été de :

807.303,88 pour le 2^e semestre de 1936;
1.648.996,25 pour le 1^{er} semestre de 1937;

2.456.300,13 au total contre 1.627.599 frs. 67 pour l'exercice 1935-1936.

En exécution de l'article 2 de la loi du 12 avril 1932, cette somme, à l'exception de 207.636 frs. 26 mis à la disposition du territoire du Cameroun, et de

195.026 frs. 36 versés au territoire du Togo, a été inscrite au crédit d'un compte spécial tenu par la banque pour l'amortissement d'un réescompte de 15 millions de francs consenti en vue de son redressement à la banque commerciale africaine sur la demande du gouvernement. Le crédit de ce compte s'élevait, de ce fait, à la somme de : 5.591.501 frs. 18 au 30 juin 1937.

*
* *

Etude de M^e DEYDIER Notaire à Marseille

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

R. C. Marseille n° 17.317

I

D'un procès-verbal dont une copie certifiée conforme a été déposée aux minutes de M^e DEYDIER, notaire à Marseille, par acte du 18 juillet 1939, il résulte qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme dénommée « COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE », ayant son siège social à Marseille, cours Pierre-Puget, 32, convoquée pour le 5 juin 1939, ne put délibérer faute de réunir le quorum prescrit par la loi.

II

Suivant délibération prise le 26 juin 1939 et du procès-verbal de laquelle une copie certifiée conforme a été déposée aux minutes dudit M^e DEYDIER, par l'acte précité du 18 juillet 1939, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société, réunie sur deuxième convocation, conformément à la loi, et ayant atteint le quorum légal, faisant usage de la faculté qui lui était reconnue au paragraphe II de l'article 7 des statuts, et sur la proposition du Conseil d'Administration, a décidé d'augmenter le capital social, qui était de 75.000.000 de francs, divisé en 300.000 actions de 250 francs chacune, entièrement libérées, et de le porter à 125.000.000 de francs par conversion de réserves disponibles en actions nouvelles.

En représentation de cette augmentation de capital, il a été créé 200.000 actions de 250 francs chacune, entièrement libérées, nos 300.001 à 500.000, réparties obligatoirement entre les propriétaires des 300.000 actions anciennes, à raison de deux actions nouvelles pour trois actions anciennes.

Les 200.000 actions nouvelles ont été créées jouissance du premier juillet 1939, tant en ce qui concerne le premier dividende statutaire, que le super-divi-

dende, en sorte que chacune d'elles aura droit à somme égale à la moitié de celle qui pourra être distribuée à chaque action ancienne comme premier dividende et super-dividende, au titre de l'exercice en cours, commencé le 1^{er} janvier 1939, et devant se terminer le 31 décembre 1939.

Sous cette réserve, les actions nouvelles sont entièrement assimilées aux actions anciennes.

La dite assemblée, comme conséquence ou à l'occasion de l'augmentation du capital social, a décidé, sur la proposition du Conseil d'Administration, de doter par anticipation la réserve légale, qui a été ainsi portée au deuxième du capital social, et a apporté aux statuts régissant actuellement la société les modifications suivantes :

Article 6. — Le texte de cet article est devenu :
« Le capital social est fixé à 125.000.000 de frs. divisé en 500.000 actions de 250 francs chacune, entièrement libérées ».

Article 7. — (Autorisation d'augmentation du capital social).

Le nombre « 125 millions » figurant dans le texte du premier alinéa du paragraphe I et du paragraphe II de cet article est remplacé par le nombre « 200 millions ».

Article 60 (actions judiciaires). — Le texte de cet article a été supprimé et l'article 61 est devenu l'article 60.

Enfin, la dite assemblée a donné tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour établir un nouveau texte des statuts réunissant les parties non modifiées des statuts primitifs et les modifications qui y ont été successivement apportées, nouveau texte qui constituera les statuts régissant la Société auquel les actionnaires et tous tiers seront tenus de se rapporter, et duquel seul il pourra et devra être délivré toutes expéditions et tous extraits pour toutes justifications à fournir.

III

Deux expéditions dudit acte de dépôt et de chacun des procès-verbaux y annexés ont été déposées au Greffe du Tribunal de commerce de Marseille, le 25 juillet 1939.

Pour extraits et mention :
DEYDIER, notaire.

(5405)

« L'insertion légale a été faite au Siège social « dans le Journal « LES PETITES AFFICHES MARSEILLAISES » numéro du 26 juillet 1939 ».

« Par jugement du Tribunal de Commerce de Marseille du 25 juillet 1939 un délai de 3 mois « a été accordé à la société pour faire la publicité « légale dans les Colonies ».

« La présente insertion est faite par le Comptoir « de Lomé, pour le TOGO ».